



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA**

Quatrième trimestre 2011

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Quatrième trimestre 2011

() Publiée deux mois après la fin du trimestre revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	3
PRINCIPAUX MESSAGES	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1.1 – Activité économique dans le monde	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	6
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	6
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	7
1.3 – Marchés financiers mondiaux	9
1.3.1 - Taux de change des principales devises	9
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	9
II - CONJONCTURE INTERNE	10
2.1 – Secteur réel	10
2.1.1 - Activité économique	10
a) <i>Activité industrielle</i>	10
b) <i>Bâtiments et travaux Publics</i>	11
c) <i>Activité commerciale</i>	12
d) <i>Services marchands</i>	12
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	13
a) <i>Evolution de l'inflation</i>	13
b) <i>Les anticipations d'inflation dans l'Union</i>	17
c) <i>La position concurrentielle de l'Union</i>	18
2.2 – Finances Publiques	19
2.3 – Secteur extérieur	20
2.4 – Secteur monétaire et financier	20
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	20
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	21
2.4.3 - Evolution du marché monétaire	23
2.4.4 - Evolution du marché financier	25
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	26
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	27
3.1 – Principales hypothèses	27
a) <i>Hypothèses de l'environnement international</i>	27
b) <i>Hypothèses de l'environnement interne</i>	28
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité	27
ANNEXES	30

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

PRINCIPAUX MESSAGES AU QUATRIEME TRIMESTRE 2011

La conjoncture économique internationale est marquée par la crise de la dette dans les pays de la Zone Euro. L'activité économique demeure soutenue aux Etats-Unis et dans les économies émergentes.

La conjoncture économique dans l'Union a connu une évolution favorable, selon l'indicateur synthétique de conjoncture. Cette orientation est imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services marchands.

L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,5% en glissement annuel au quatrième trimestre 2011 et s'est accru de 1,9% en moyenne sur l'année 2011. **L'indice du chiffre d'affaires** a progressé de 9,8%, en glissement annuel, au cours de la période sous revue et a augmenté de 6,6% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2011.

L'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA indique une légère décélération. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,8% à fin septembre 2011 à 2,5% à fin décembre 2011. Cette décélération de l'inflation reflète une progression moins importante des prix au quatrième trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année 2010, qui avait été marquée par des tensions inflationnistes en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. En Côte d'Ivoire, le dernier trimestre a été marqué par l'impact de la crise post-électorale. Au Niger et au Togo, le mois de décembre 2010 a enregistré une hausse importante des prix liée respectivement à des perturbations dans les transports et aux tensions sur les prix des denrées alimentaires. En moyenne sur l'année 2011, les prix ont progressé de 3,9%.

Les anticipations d'inflation relevées en décembre 2011, indiquent que les chefs d'entreprises qui situent leurs attentes en matière d'inflation, dans l'intervalle cible de la politique monétaire, représentent une proportion de 75,6%, en hausse de 3,9 points de pourcentage par rapport aux résultats de septembre 2011.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 0,4% au quatrième trimestre 2011, en liaison avec le différentiel d'inflation favorable à l'Union, atténué par la hausse du taux de change effectif nominal. Sur l'année 2011 en moyenne, la position concurrentielle de l'Union s'est dégradée de 0,2%.

L'indice des conditions monétaires (ICM) a progressé de 0,6%, en glissement annuel, traduisant un durcissement des conditions monétaires dans l'UEMOA. Cette évolution résulte de la progression de 47 points de base du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour et de l'appréciation du taux de change effectif nominal de 1,2%.

Au plan de la **politique monétaire**, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Une hausse des taux a été relevée sur le marché monétaire, tandis qu'une baisse est observée sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au quatrième trimestre 2011. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,64% au quatrième trimestre 2011 contre 8,69% au trimestre précédent.

En perspective, le taux d'inflation s'établirait à 2,5% en janvier 2012 et 3,2% à fin février 2012 et fin mars 2012. En moyenne, la progression des prix serait de 3,0% au premier trimestre 2012, stable par rapport au trimestre précédent. La poussée inflationniste reflèterait les tensions sur les marchés céréaliers en rapport avec la mauvaise campagne agricole 2011-2012.

I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

Poursuite des incertitudes sur la dette souveraine des pays développés.

La conjoncture économique internationale au quatrième trimestre 2011 demeure marquée par la crise de la dette dans les pays de la Zone Euro qui a conduit les Etats à adopter des plans d'austérité budgétaire. Il est relevé dans la plupart des pays, une pression sur les marchés interbancaires et in fine, des difficultés dans le financement bancaire des entreprises.

Assouplissement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne.

Dans ce contexte de ralentissement de l'économie mondiale, de durcissement de l'accès à la liquidité des banques et de repli attendu de l'inflation, la Banque Centrale Européenne a renforcé son soutien aux économies de la Zone, en abaissant à deux reprises de 25 points de base, au cours du trimestre sous revue, son principal taux directeur. Dans les pays émergents, l'activité économique demeure soutenue. Le principal risque porte sur le ralentissement de la demande en provenance des pays développés, qui devrait avoir un impact sur les exportations, et, partant, sur les investissements.

Accélération de la croissance économique aux Etats-Unis.

Aux **Etats-Unis**, selon le Département américain au Commerce, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel trimestriel connaîtrait, en rythme annualisé, une progression de 2,8% au quatrième trimestre 2011. Ce chiffre marque une amélioration par rapport au trimestre précédent, où la croissance était de 1,8%. L'amélioration de la croissance reflète le redressement des variations de stocks, ainsi que l'accélération des dépenses de consommation et de l'investissement dans le logement. Sur l'ensemble de l'année 2011, le taux de croissance se situerait à 1,7%, contre 3,0% en 2010.

Croissance molle en Europe et risque de récession dans certains Etats.

Dans la **Zone euro**, il est relevé une propagation de la crise de la dette souveraine à d'autres pays, jusque-là épargnés. En dépit des mesures d'austérité prises, le chômage a atteint des niveaux records. En effet, selon les statistiques publiées par Eurostat, le taux de chômage est estimé à 10,4% en décembre 2011, le niveau le plus élevé depuis la création de la monnaie unique. Après une croissance de 0,4% au troisième trimestre 2011, tirée essentiellement par l'Allemagne, l'activité ne devrait guère progresser au cours du trimestre sous revue. L'investissement des entreprises ne se redresserait que modérément, du fait des tensions sur le financement bancaire. Quant aux exportations, elles ralentiraient dans le sillage du commerce mondial.

Royaume-Uni : recul du PIB au quatrième trimestre 2011.

Au **Royaume-Uni**, le produit intérieur brut a baissé de 0,2 %, premier recul depuis le quatrième trimestre 2010, faisant resurgir des craintes d'une éventuelle entrée en récession de l'économie britannique. En effet, au cours de la période sous revue, la production industrielle a chuté et le secteur des services, un des moteurs de la croissance de l'économie anglaise, a stagné. Sur l'ensemble de 2011, le PIB n'a augmenté que de 0,7 %.

Au Japon, ralentissement économique, appréciation du Yen et déficit commercial en 2011.

Au **Japon**, la Banque du Japon (BoJ) a revu ses prévisions de croissance du Produit intérieur brut pour l'exercice 2011, désormais estimé en baisse de 0,4% contre une hausse initialement prévue de 0,3%. L'économie japonaise, très dépendante de son commerce extérieur, a enregistré un déficit commercial en 2011, une première depuis trente et un an. Les importations ont progressé de manière soutenue en raison des besoins liés à la reconstruction, suite aux catastrophes naturelles de mars 2011. Quant aux exportations, elles ont ralenti, notamment dans les deux moteurs traditionnels (les secteurs de l'automobile et de l'électronique). A cela s'ajoute le ralentissement économique mondial, l'appréciation du yen ainsi que les effets persistants des inondations thaïlandaises¹.

En Chine, ralentissement de la croissance économique au cours du trimestre sous revue.

En **Chine**, le ralentissement de l'économie mondiale commence à avoir un impact sur l'économie. La croissance a ralenti en 2011, à 9,2%. Le trimestre sous revue a été le moins bon avec une augmentation du PIB en rythme annuel de 8,9%, une première depuis le deuxième trimestre 2008, du fait de la baisse des exportations, en liaison avec la récession qui menace l'Europe et la faible croissance aux Etats-Unis.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 – Evolution des prix chez les principaux partenaires

Baisse de l'inflation, en glissement annuel, dans les principaux pays partenaires de l'Union, en liaison avec la décélération de la hausse des cours des matières premières.

Le taux d'inflation s'est inscrit en baisse dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA au quatrième trimestre 2011. Cette orientation baissière est essentiellement impulsée par une décélération de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Dans la Zone euro, il est ressorti à 2,7% à fin décembre 2011 contre 3,0% à fin septembre 2011. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des combustibles liquides (18,9%), des carburants (8,9%), du gaz (10,0%) et de l'électricité (7,4%), atténué par la baisse des prix des équipements informatiques et audiovisuels, ainsi que des télécommunications. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,9% à fin septembre 2011 à 3,0% à fin décembre 2011.

Dans les pays environnants de l'Union, une stabilité de l'inflation a été observée au Nigeria, avec une hausse en glissement annuel des prix de 10,3% à fin décembre 2011. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti en hausse passant de 8,4% à fin septembre 2011 à 8,6% à fin décembre 2011.

En moyenne sur l'année 2011, hausse du taux d'inflation dans les pays développés.

Le taux d'inflation en moyenne est ressorti en hausse dans les pays développés (Zone euro, Etats-Unis, Japon). En particulier dans la Zone Euro, le taux d'inflation s'est établi à 2,7% en 2011 contre 1,6% en 2010. Cette accélération de l'inflation en 2011 est liée aux tensions observées sur les cours des produits pétroliers et des produits alimentaires. En revanche, une décélération de l'inflation a été enregistrée en 2011 au Ghana et au Nigeria, en rapport avec une amélioration de l'offre de produits vivriers.

¹ La Thaïlande est une base essentielle de l'économie japonaise, en raison notamment de sa situation géographique au cœur de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) et de sa proximité de marchés prometteurs comme l'Inde et le Moyen-Orient.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2010	2011	déc- 10	sept-11	oct-11	nov-11	déc-11
Zone euro	1,6	2,7	2,2	3,0	3,0	3,0	2,7
Etats-Unis	1,6	3,2	1,5	3,9	3,5	3,4	3,0
Japon	-0,7	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,5	-0,2
Ghana	10,8	8,7	8,6	8,4	8,6	8,6	8,6
Nigeria	12,4	10,9	11,8	10,3	10,5	10,5	10,3
UEMOA	1,4	3,9	3,9	3,8	3,5	3,2	2,5

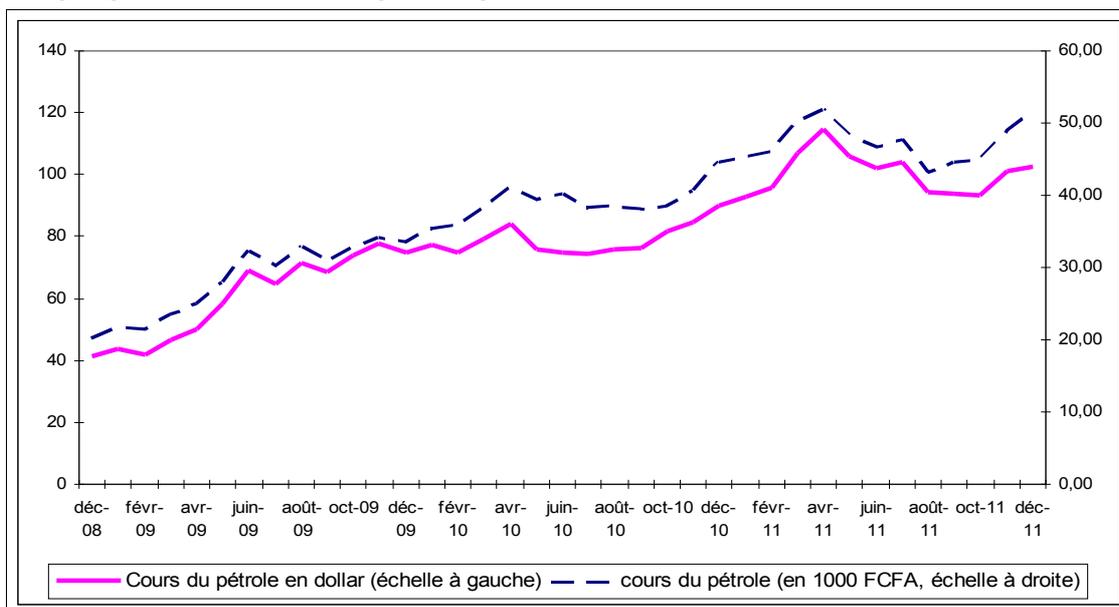
Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

En dépit des perspectives de ralentissement de la croissance économique mondiale, les cours du pétrole brut exprimés en dollars sont ressortis en hausse au quatrième trimestre 2011. Cette hausse est impulsée par l'aggravation des risques géopolitiques, notamment en Syrie et en Iran. En effet, les cours se sont établis à 99,1 dollars au quatrième trimestre 2011 contre 97,2 dollars au trimestre précédent, soit une progression de 1,9%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont augmenté de 7,4% au quatrième trimestre 2011.

Hausse des cours du baril de pétrole brut.

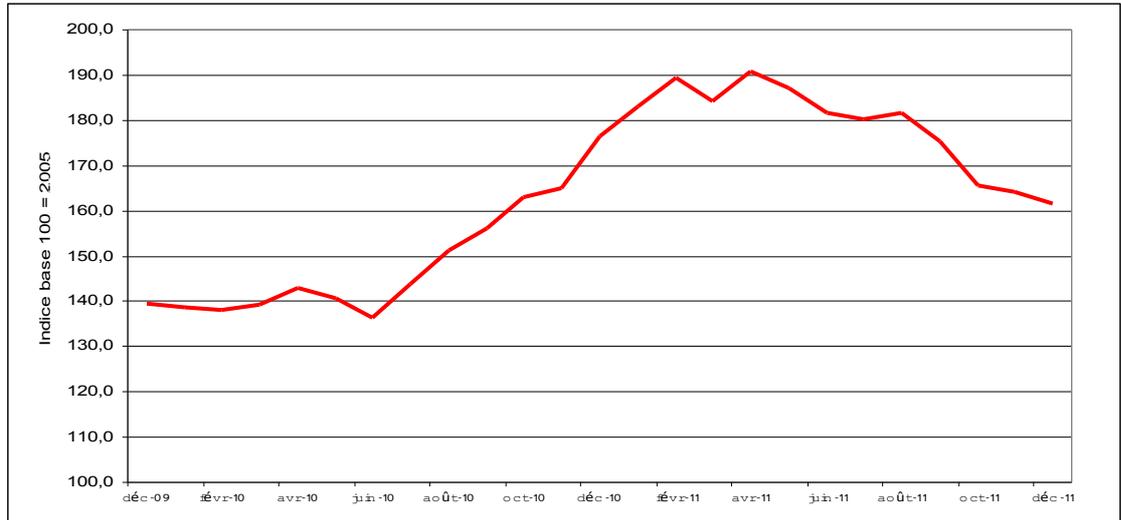
Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



Poursuite du repli, en variation trimestrielle, des cours internationaux des denrées alimentaires.

L'orientation à la baisse des cours internationaux des produits alimentaires amorcée au troisième trimestre 2011 s'est poursuivie au quatrième trimestre 2011. Les cours mondiaux des denrées alimentaires ont enregistré un repli de 8,6% au quatrième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent, lié notamment à la baisse de 11,4% des cours du blé.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



La baisse des cours du blé amorcée en juin 2011, est liée aux bonnes récoltes enregistrées, à la faveur de meilleures conditions météorologiques en Europe et à la levée de l'interdiction des exportations russes. Selon la FAO², la production mondiale de blé a atteint 694,8 millions de tonnes pour la campagne 2011/2012 contre une production de 652,3 millions de tonnes au cours de la campagne précédente, soit une hausse de 6,5%.

Baisse, en variation trimestrielle, des cours des produits exportés, notamment du coton, du cacao, du caoutchouc et du café.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union ont poursuivi au quatrième trimestre 2011 l'orientation baissière observée au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre, les cours du coton, du cacao, du caoutchouc et du café ont baissé respectivement de 20,2%, 18,9%, 16,5% et 13,2 au quatrième trimestre 2011.

Après avoir atteint des niveaux records au premier trimestre 2011, les cours du coton se sont inscrits en baisse aux deuxième et troisième trimestres 2011, en rapport avec l'augmentation de la production (notamment aux Etats-Unis). La diminution des cours du café et du cacao résulte de la hausse de l'offre sur le marché mondial, en liaison avec la reprise des exportations de la Côte d'Ivoire, à la faveur du dénouement de la crise post-électorale et notamment de l'allègement des procédures et des normes accordé par les Autorités ivoiriennes.

² Bulletin mensuel de la FAO d'octobre 2011.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA								
		4 T 2010	1 T 2011	2 T 2011	3 T 2011	4 T 2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	89,2	108,1	118,4	110,4	95,9	-13,2	7,5
Cours du cacao	OICC en cents par livre	134,5	151,5	139,1	138,3	112,2	-18,9	-16,6
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	150,3	207,1	180,2	129,6	103,4	-20,2	-31,2
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	320,8	394,2	333,3	329,4	275,0	-16,5	-14,3

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Dépréciation de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis, à la livre sterling et au yen japonais.

Au quatrième trimestre 2011, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au trimestre précédent vis-à-vis du dollar des Etats-Unis (-4,2%), de la livre sterling (-3,6%) et du yen japonais (-3,5%), dans un contexte d'aggravation de la crise de la dette souveraine et des mauvais chiffres sur l'emploi au cours de la période sous revue en Europe.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises							
	Cours au 31/12/2011	Cours au 30/09/2011	Cours au 31/12/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010
EURO en DOLLAR US	1,2939	1,3503	1,3362	-4,2	-3,2	-3,2	-6,7
EURO en LIVRE STERLING	0,8353	0,8667	0,8608	-3,6	-3,0	-3,0	-2,8
EURO en YEN japonais	100,20	103,79	108,65	-3,5	-7,8	-7,8	-18,4

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/12/2011 comparé au 31/12/2010

Baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne en novembre et décembre 2011.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a opté pour l'assouplissement de la politique monétaire de la Zone, pour lutter contre la crise de la dette et relancer la croissance dans les Etats membres. En effet, au regard du tableau économique inquiétant (indicateurs de confiance en baisse, taux de chômage élevé, risque de récession économique dans la Zone euro), la BCE a procédé à deux reprises à des baisses de 25 points de base de son principal taux directeur, en novembre et décembre 2011. En outre, elle a pris plusieurs mesures visant à assurer la stabilité du système bancaire et financier.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Baisse des indices boursiers sur les places américaines, européennes et asiatiques au cours du trimestre sous revue.

Les indices boursiers ont progressé au cours du trimestre sous revue, après les replis observés au cours du trimestre précédent. L'évolution à la hausse des indices reflète la reprise de la confiance des marchés, après les incertitudes liées à la crise de la dette dans la Zone euro.

		Cours au 31/12/2011	Cours au 30/09/2011	Cours au 31/12/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010
S&P 500	USA	1 257,6	1 131,4	1 257,6	11,2	0,0	0,0	12,8
Dow Jones Industrial	USA	12 217,6	10 913,4	11 577,5	12,0	5,5	5,5	11,0
EuroStoxx 50	Zone euro	2 316,6	2 212,1	2 792,8	4,7	-17,1	-17,1	-5,8
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 572,3	5 128,4	5 862,9	8,7	-5,0	-5,0	8,3
NIKKEI 225	Japon	8 455,4	8 700,3	10 228,9	-2,8	-17,3	-17,3	-3,0
HANG SENG	Hong Kong	18 434,4	17 592,4	23 035,5	4,8	-20,0	-20,0	5,3
Nigeria Stock Exchange	Nigeria	29 201,4	27 809,7	24 810,8	5,0	17,7	17,7	19,1

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/12/2011 comparé au 31/12/2010

En revanche, l'indice Nikkei a enregistré une baisse de 2,8%. La place de Tokyo clôture ainsi l'année 2011, à 8.455,4 points soit une perte de 17,3% après avoir entamé l'année 2011 au dessus de 10.000 points. L'année 2011 a été marquée au Japon par l'appréciation du yen, par le séisme du 11 mars et l'accident subséquent de la centrale nucléaire de Fukushima, sur fond de ralentissement économique international et de difficultés financières de plusieurs Etats européens.

II - CONJONCTURE INTERNE

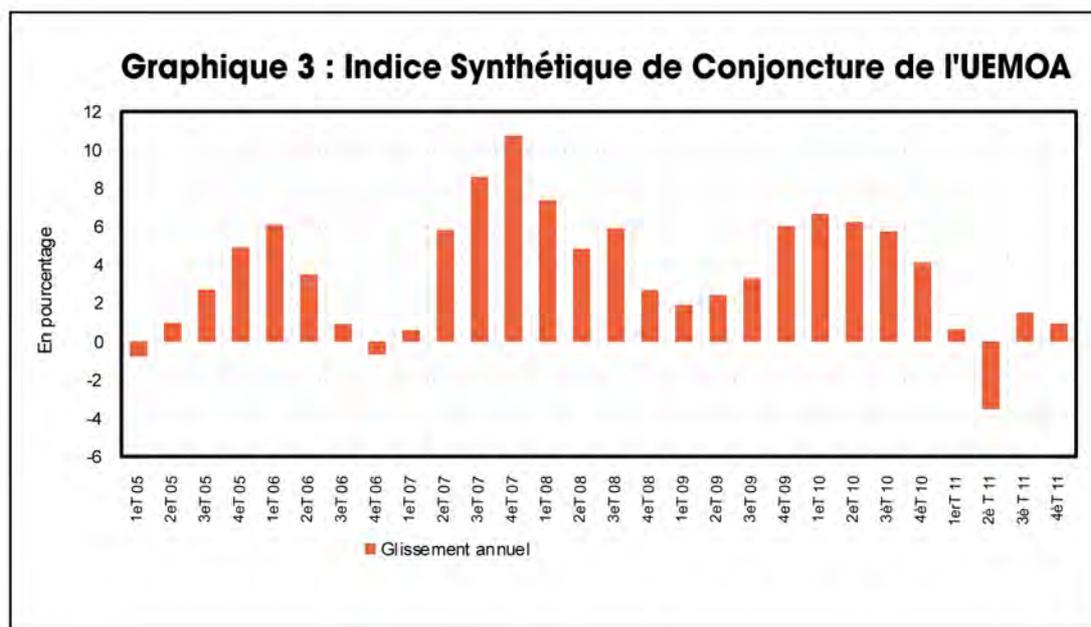
2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

Conjoncture économique favorable dans l'UEMOA au 4^{ème} trimestre 2011

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), a enregistré une hausse au quatrième trimestre 2011, dans la poursuite de la tendance relevée au trimestre précédent. Cette performance est imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services marchands³.

3. Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.



a) Activité industrielle

Progression de l'indice de la production industrielle au 4^{ème} trimestre, due aux activités énergétiques.

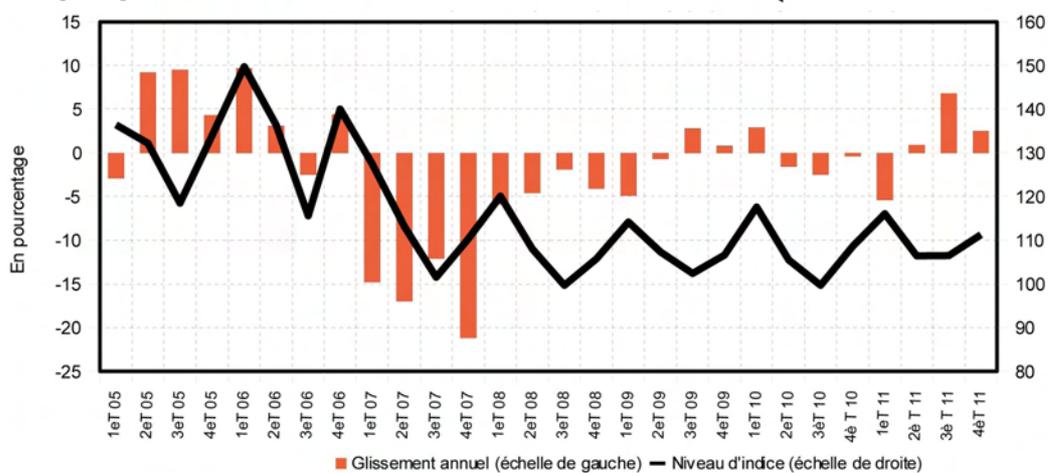
Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque Centrale indiquent une progression de l'activité industrielle au quatrième trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, l'indice de la production industrielle s'est inscrit, en glissement annuel, en hausse de 2,5% au quatrième trimestre 2011, contre 6,8% enregistrée le trimestre précédent. L'augmentation en rythme annuel de la production industrielle est liée à la performance de l'activité dans la branche électricité, gaz et eau (+37,4%). En revanche, il est relevé une baisse de cadence dans les unités manufacturières (-4,5%) et extractives (-3,1%).

La progression de l'activité de la branche énergétique est liée à la hausse de la production d'électricité, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau⁴, au Mali et au Sénégal.

En revanche, le repli observé dans l'industrie manufacturière est induit par la baisse de cadence dans les unités textiles, notamment au Burkina et en Côte d'Ivoire. Quant à la diminution relevée dans l'activité des industries extractives, elle résulte du reflux des activités d'extraction d'uranium au Niger.

⁴ La hausse significative de la production d'électricité en Guinée-Bissau est liée à la mise en œuvre des réformes intervenues dans le secteur avec l'appui de la Banque Mondiale et de la BOAD, dans le cadre du Projet d'urgence de réhabilitation des secteurs de l'eau et de l'électricité et dont l'objectif est de doubler la capacité de production de la Compagnie Eau et électricité de Guinée-Bissau (EEGB).

Graphique 4 : Indice de la Production Industrielle (base 100 en 2000)



Hausse de l'activité industrielle au quatrième trimestre, en glissement annuel dans tous les pays, sauf au Burkina, au Niger et au Bénin.

Au quatrième trimestre 2011, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a progressé de 32,2% en Guinée-Bissau, 22,8% au Mali, 7,4% au Togo, 6,7% en Côte d'Ivoire et 1,7% au Sénégal. En revanche, l'indicateur a baissé au Burkina (-22,2%), au Niger (-17,1%) et au Bénin (-0,4%).

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011(*)	4 ^{ème} T 2010	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011	2010	2011 (**)
Bénin	-32,5	9,1	1,0	-20,3	-0,4	-1,7	5,6
Burkina	-11,2	7,9	71,1	10,7	-22,2	2,4	-0,5
Côte d'Ivoire	12,7	-0,3	-9,2	6,9	6,7	-5,7	-0,1
Guinée-Bissau	-0,2	11,9	-5,2	27,9	32,2	3,9	18,8
Mali	-13,9	34,6	-18,3	12,7	22,8	2,4	3,0
Niger	-3,1	-0,1	53,9	4,4	-17,1	36,1	-6,6
Sénégal	-7,1	2,2	8,0	13,1	1,7	-0,8	8,2
Togo	0,5	8,4	24,8	10,8	7,4	10,4	12,5
UEMOA	0,1	4,5	1,9	6,8	2,5	-0,7	1,9

Source : BCEAO.

(*) Estimations

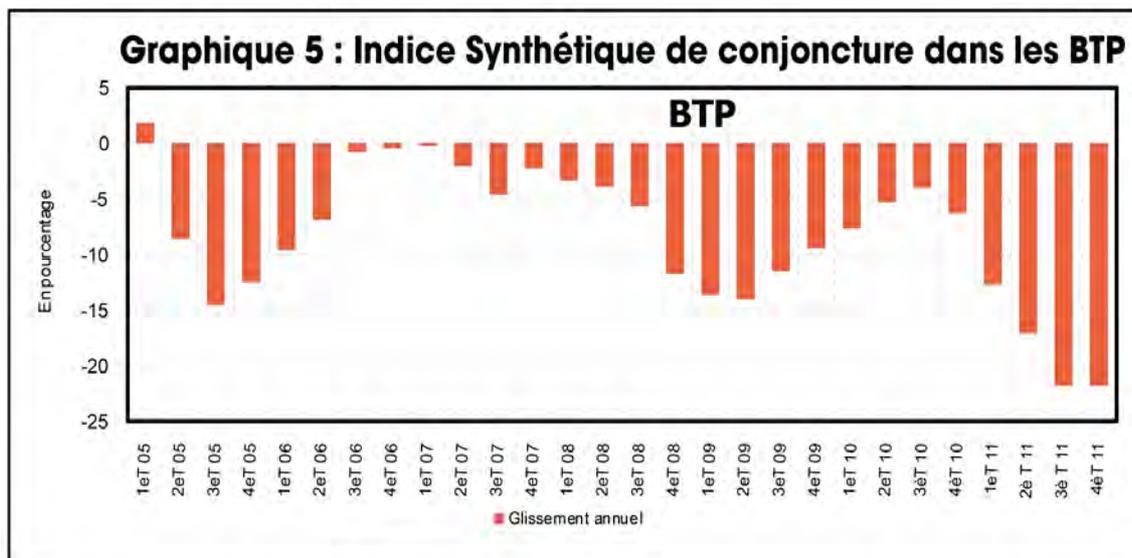
** moyenne sur l'année

En moyenne sur l'année 2011, la production industrielle enregistrerait, selon les estimations, une hausse de 1,9%, après la baisse de 0,7% en 2010.

Baisse de l'activité dans les BTP dans l'Union au 4^{ème} trimestre 2011.

b) Bâtiments et travaux publics

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est poursuivie au quatrième 2011. Cette situation est en rapport avec le repli observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.



L'activité dans les BTP demeure morose au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité dans le secteur est enregistrée au Burkina et au Sénégal. En revanche, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger.

c) Activité commerciale

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

L'activité dans le secteur tertiaire, appréciée à travers l'évolution de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, a enregistré une progression au quatrième trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente. L'indice du chiffre d'affaires s'est orienté, en glissement annuel, en hausse de 9,8% au quatrième trimestre 2011, après une augmentation de 7,0% enregistrée un trimestre plus tôt. La progression de l'indice résulte de la hausse des ventes notamment des denrées alimentaires, des automobiles, des produits pharmaceutiques et cosmétiques, ainsi que de celles des produits pétroliers.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011(*)	4 ^{ème} T 2010	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011	2010	2011 (**)
Bénin	0,8	15,8	-6,4	-16,3	-3,6	-3,2	-13,8
Burkina	14,2	20,4	64,4	49,5	12,3	16,1	33,3
Côte d'Ivoire	25,9	6,4	7,9	0,7	6,2	6,7	-6,1
Guinée-Bissau	-9,6	15,5	14,1	48,2	40,3	-7,4	42,6
Mali	3,6	4,5	21,5	39,7	32,6	12,2	38,7
Niger	1,7	3,8	27,2	9,4	10,4	9,9	16,4
Sénégal	-5,9	1,1	24,9	5,5	4,1	14,3	12,6
Togo	0,3	-0,4	0,6	-5,2	8,0	-1,3	8,9
UEMOA (*)	10,2	5,2	13,6	7,0	9,8	7,6	6,6

Source : BCEAO.

(*) Estimations

** moyenne sur l'année

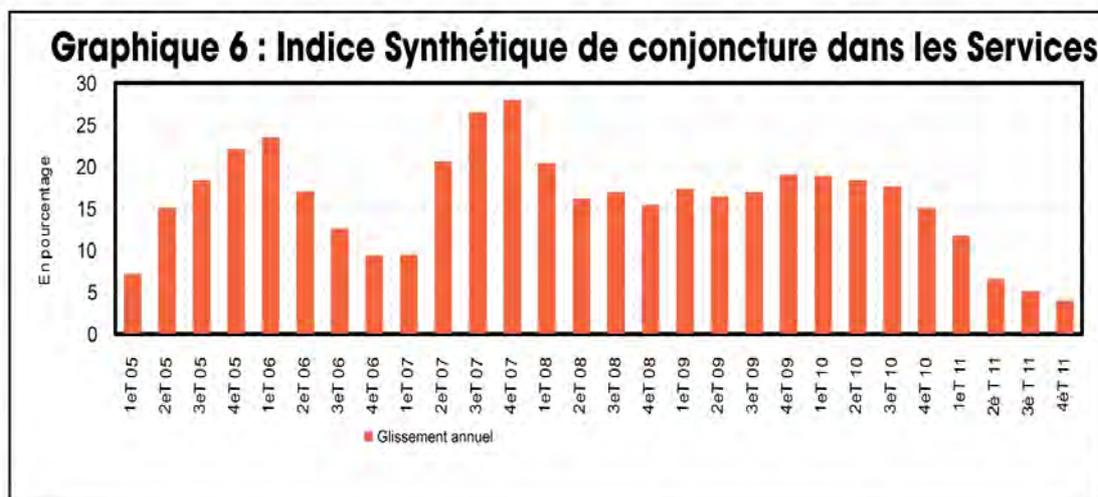
Hausse de l'activité commerciale au quatrième trimestre, en glissement annuel dans tous les pays, sauf au Bénin.

Au quatrième trimestre 2011, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+40,3%), au Mali (+32,6%), au Niger (+12,4%), au Burkina (+12,3%), au Togo (+8,0%), en Côte d'Ivoire (6,2%) et au Sénégal (+4,1%). En revanche, le chiffre d'affaires a baissé au Bénin (-3,6%). En moyenne, sur l'année 2011, l'indicateur progresserait de 6,6%, après une hausse de 7,6% en 2010.

d) Services marchands

Rythme moins soutenu de la hausse du volume des prestations de service au cours du trimestre.

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au quatrième trimestre 2011 à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est attribuable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel, au Burkina, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands a baissé en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Elle est restée inchangée au Bénin.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

a) Evolution de l'inflation

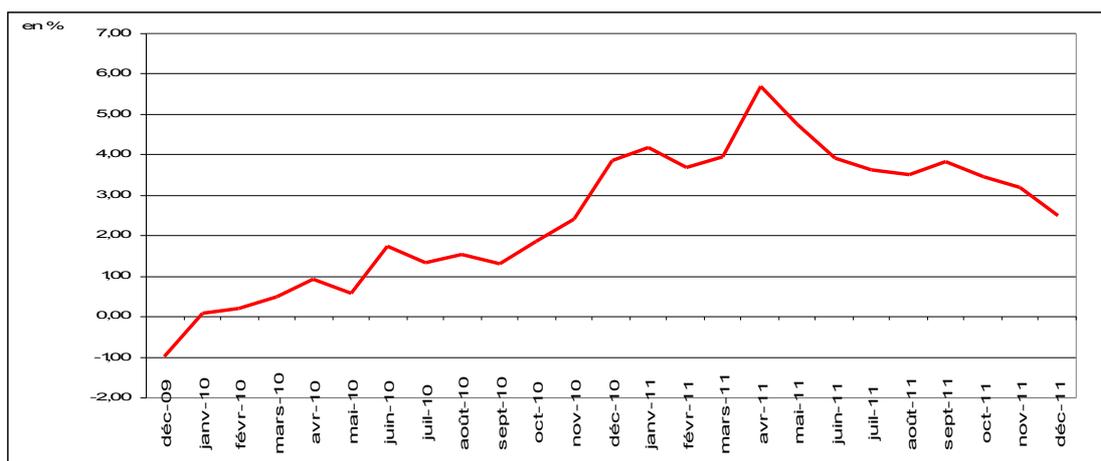
Décélération de la hausse des prix, en glissement annuel, dans l'Union au quatrième trimestre 2011.

L'inflation s'est inscrite dans une tendance baissière au cours du quatrième trimestre 2011. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,8% à fin septembre 2011 à 3,5% à fin octobre 2011, puis 3,2% à fin novembre 2011 et 2,5% à fin décembre 2011. Cette décélération de l'inflation reflète une progression moins importante des prix au quatrième trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année 2010, qui avait été marquée par des tensions inflationnistes en Côte d'Ivoire⁵, au Niger et au Togo. En Côte d'Ivoire, le dernier trimestre a été marqué par l'impact de la crise post-électorale. Au Niger et au Togo, le mois de décembre 2010 avait été marqué par une hausse importante des prix liée respectivement à des perturbations dans les transports et aux tensions sur les prix des denrées alimentaires.

La hausse des prix dans l'Union au quatrième trimestre 2011 est tirée par les composantes « Alimentation » et « Restaurants et Hôtels ».

Les composantes « Alimentation » et « Restaurants et Hôtels », avec respectivement une contribution de 1,0 point et 0,6 point de pourcentage, sont les principales sources de la hausse des prix à fin décembre 2011. Les hausses des prix observées pour les produits alimentaires concernent principalement les céréales qui contribuent à 80% à la hausse de cette composante, en rapport avec la baisse de 16% de la production céréalière dans l'Union au cours de la campagne agricole 2011/2012 et la hausse en rythme annuel des cours mondiaux du riz. La progression des prix de la rubrique « Restaurants et Hôtels » est liée au renchérissement des services de restauration, notamment en Côte d'Ivoire et au Burkina.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

⁵ En Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo, le taux d'inflation mensuel est ressorti respectivement à 0,5% en décembre 2011 contre 1,8% en décembre 2010 ; -0,1% en décembre 2011 contre 2,2% en décembre 2010 et 1,5% en décembre 2011 contre 3,0% en décembre 2010.

Par ailleurs, les rubriques « Logement » et « Transport » ont contribué chacune à hauteur de 0,3 point de pourcentage à l'inflation. L'évolution des composantes « Transport » et « Logement » est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers, induit par la remontée des cours du pétrole brut. En effet, l'augmentation en rythme annuel à fin décembre 2011 des prix du pétrole brut en FCFA est de 15,7%.

Tableau 7 : Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)					
Fonctions	déc- 2010	sept- 2011	oct- 2011	nov - 2011	déc - 2011
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,9	1,8	1,5	1,3	1,0
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Logement	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
Ameublement	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
Santé	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
Communication	-0,4	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6
Autres biens	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Ensemble	3,9	3,8	3,5	3,2	2,5

Sources : BCEAO, INS.

Par pays, les taux d'inflation en glissement annuel les plus faibles sont relevés au Niger et au Togo.

Par pays, les taux d'inflation en glissement annuel les plus élevés sont observés au Mali (5,3%) et au Burkina (5,1%), en rapport essentiellement avec une progression plus importante des prix des céréales. La hausse des prix en glissement annuel à fin décembre 2011 s'est située à 2,7% au Sénégal, 2,2% en Guinée-Bissau, 1,9% en Côte d'Ivoire et à 1,8% au Bénin. Les taux d'inflation les plus bas sont enregistrés au Togo (1,4%) et au Niger (1,4%).

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est imputable à la fois aux prix des produits locaux et à ceux des biens importés. La progression des prix s'est située à 2,2% à fin décembre 2011 pour les biens produits localement, en liaison avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des céréales, des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration.

La hausse du taux d'inflation en glissement annuel est imputable aussi bien aux prix des produits locaux qu'à ceux des biens importés.

Tableau 8 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	déc- 2010	sept- 2011	oct- 2011	nov - 2011	déc - 2011
Bénin	1,6	2,8	2,1	1,5	1,8
Burkina	-1,5	4,0	4,8	4,9	5,1
Côte d'Ivoire	1,7	4,7	4,1	3,3	1,9
Guinée-Bissau	3,4	4,5	3,6	2,8	2,2
Mali	0,7	3,1	3,3	4,1	5,3
Niger	0,5	2,9	3,2	3,7	1,4
Sénégal	3,0	2,6	2,7	2,7	2,7
Togo	-0,3	4,3	2,6	3,0	1,4
UEMOA	1,3	3,8	3,5	3,2	2,5

Sources : BCEAO, INS

La hausse des prix est ressortie à 3,3% pour les biens importés, en rapport essentiellement avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires importés (lait, huile, etc.).

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,6 point et 0,9 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin décembre 2011.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	déc- 2010	sept- 2011	oct- 2011	nov - 2011	déc - 2011
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,7	4,3	3,6	3,2	2,8	2,2
	Produits importés	27,3	2,6	4,4	4,1	4,2	3,3
	Inflation globale	100	3,9	3,8	3,5	3,2	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,7	3,2	2,6	2,4	2,1	1,6
	Produits importés	27,3	0,7	1,2	1,1	1,1	0,9

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique une progression de 2,6% des prix des biens et de 2,4% de ceux des services. La hausse des prix des biens est liée notamment au renchérissement des carburants et des produits alimentaires. Celle des prix des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des frais de restauration et des coûts des transports. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 0,9 point et 1,6 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2011.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	déc-2010	sept-2011	oct-2011	nov - 2011	déc - 2011
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	5,9	4,7	4,1	3,7	2,6
	Services	39,9	1,1	2,5	2,4	2,4	2,4
	Inflation globale	100	3,9	3,8	3,5	3,2	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	3,5	2,8	2,5	2,3	1,6
	Services	39,9	0,4	1,0	1,0	0,9	0,9

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente se situe à 2,5%, en glissement annuel, en décembre 2011.

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,5% à fin décembre 2011. La progression de l'inflation sous-jacente est imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires (huile, sucre, lait, etc.) et à la hausse des prix des services, notamment ceux de transport et de restauration. Par rapport au trimestre précédent, l'inflation sous-jacente est ressortie en baisse de 1,2 point de pourcentage.

Tableau 11 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	déc-2010	sept-2011	oct-2011	nov - 2011	déc - 2011
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	11,2	3,4	2,2	2,8	2,3
	Energie	7,5	3,9	5,9	4,9	4,4	2,4
	Inflation sous-jacente	75,9	1,8	3,7	3,4	3,0	2,5
	Inflation globale	100	3,9	3,8	3,5	3,2	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	1,9	0,6	0,4	0,5	0,4
	Energie	7,5	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2
	Inflation sous-jacente	75,9	1,7	2,8	2,7	2,4	1,9

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation moyen sur l'ensemble de l'année 2011 se situe à 3,9% contre 1,4% en 2010.

Le taux d'inflation en moyenne sur l'ensemble de l'année 2011 est ressorti à 3,9%, contre une réalisation de 1,4% en 2010. La hausse des prix en 2011 est liée essentiellement au renchérissement des produits alimentaires avec une contribution de 2,2 points de pourcentage, en rapport avec la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 et l'impact des tensions sur les cours mondiaux des denrées alimentaires en 2011. Elle reflète également le relèvement des prix à la pompe des carburants, en rapport avec la hausse des cours mondiaux du pétrole brut. Par ailleurs, la flambée des prix observée en Côte d'Ivoire pendant la crise post-électorale a contribué à entretenir les tensions inflationnistes dans l'Union.

b) Les anticipations d'inflation des chefs d'entreprises dans l'Union⁶

L'enquête menée en décembre 2011 indique que 90,8% des chefs d'entreprises enquêtés anticipent une stabilité ou une hausse modérée des coûts des produits ou des services qu'ils achètent, sur un horizon de 3 mois. Cette proportion ressort à 88,3% sur un horizon de 12 mois.

S'agissant de l'évolution des prix de vente de leurs produits, les chefs d'entreprises n'envisagent pas une évolution sensible. En effet, à l'horizon de 3 mois, 93,9% d'entre eux déclarent que ces prix ne devraient pas fondamentalement évoluer. A l'horizon de 12 mois, ce pourcentage ressort à 88,3%.

Ces résultats sont observés dans tous les secteurs d'activité et sont similaires dans tous les pays de l'Union.

Comparée aux résultats de septembre 2011, l'évaluation quantitative des anticipations d'inflation de décembre 2011 met en exergue deux constats :

- la diminution de la proportion des chefs d'entreprises anticipant un taux d'inflation inférieur à 1% au profit de ceux qui situent la progression des prix entre 1% et 3% ;
- la stabilité du nombre des chefs d'entreprises qui anticipent un taux d'inflation supérieur à 3%.

En effet, comparés à septembre 2011, les résultats de la période sous revue indiquent que 6,1% des chefs d'entreprises (en baisse de 3,8 points) anticipent un taux d'inflation très bas (inférieur à 1%). En revanche, la proportion des enquêtés qui situent leurs attentes en matière d'inflation dans l'intervalle cible de la politique monétaire a progressé de 3,9 points, pour se situer à 75,6%.

S'agissant du pourcentage des chefs d'entreprises qui situent le taux d'inflation au dessus de 3%, il demeure à 18,6%, soit quasiment la même proportion qu'en septembre 2011 (18,5%).

S'agissant de l'évaluation quantitative de l'inflation, les réponses fournies par les chefs d'entreprises, permettent de situer leurs attentes en matière d'inflation à 2,4% en moyenne pour l'année 2012, légèrement en hausse par rapport au taux de 2,3% obtenu lors de l'enquête réalisée en septembre 2011.

Baisse de la part des chefs d'entreprises qui anticipent un taux d'inflation bas, au profit de ceux qui prévoient une stabilité.

Le taux des attentes d'inflation (TAI) est en hausse à 2,4% en décembre 2011 contre 2,3% en septembre 2011.

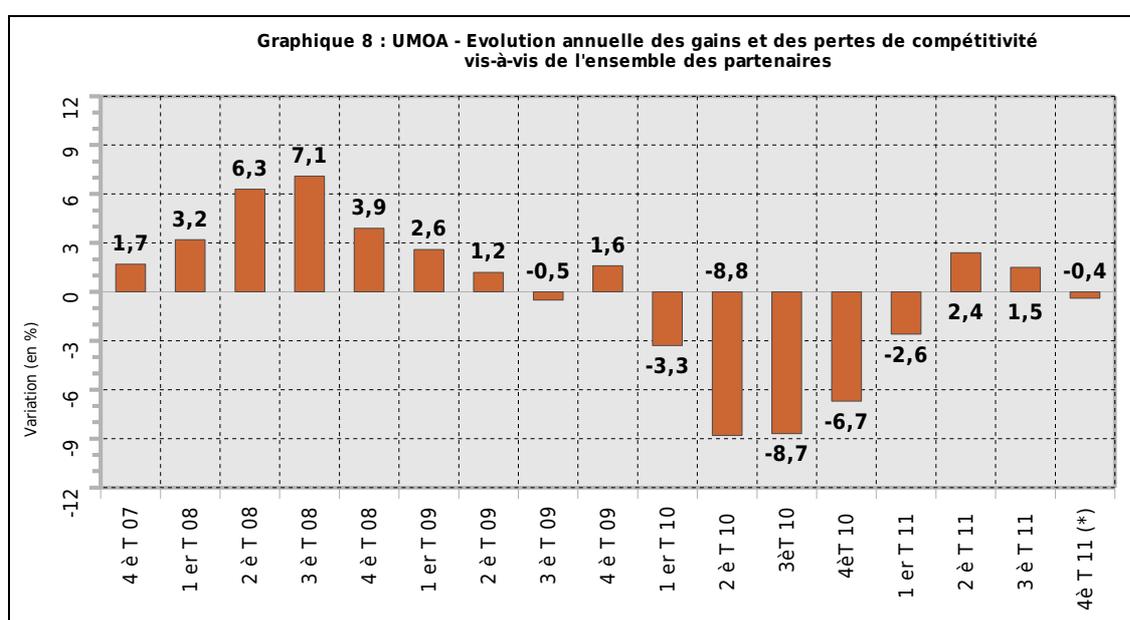
⁶ Le dispositif de suivi de l'inflation anticipée, démarré en janvier 2011, est une enquête de la Banque Centrale qui permet de recueillir les avis des agents économiques, notamment les chefs d'entreprises, sur les perspectives d'évolution des prix des biens et services et d'obtenir une évaluation quantitative des anticipations d'inflation. S'agissant de ce dernier volet, les chefs d'entreprises sont invités à donner le niveau auquel ils situent le taux d'inflation annuel moyen, donné par le taux d'augmentation de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

c) La position concurrentielle de l'Union

Gain de compétitivité, en glissement annuel, pour les pays de l'Union au quatrième trimestre 2011

En glissement annuel, l'Union a enregistré un gain de compétitivité au quatrième trimestre 2011, en rupture avec la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2011. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel indique une amélioration de 0,4% par rapport à ses principaux partenaires contre une perte de 1,5% relevée au trimestre précédent.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue s'explique par un différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 1,6 point de pourcentage, dont les effets ont été atténués par la hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,2%.



Source : BCEAO.

(*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

L'amélioration de la position concurrentielle est observée essentiellement par rapport aux pays industrialisés, aux partenaires asiatiques et aux pays émergents. En effet, un gain de compétitivité est enregistré vis-à-vis des Etats émergents (-2,7%), des partenaires asiatiques (-2,5%) et des pays industrialisés (-0,2%). En revanche, une détérioration de la position concurrentielle est constatée vis-à-vis des partenaires environnants (+2,3%) et des pays africains de la Zone franc (+0,3%). En outre, l'Union a enregistré une perte de compétitivité de 0,3% à l'égard de la Zone euro.

Au quatrième trimestre 2011, en glissement annuel, tous les pays de l'Union ont enregistré un gain de compétitivité, à l'exception du Burkina, de la Guinée-Bissau et du Mali. L'amélioration de la position concurrentielle atteindrait 1,9% au Bénin, 1,8% au Togo, 0,4% au Niger, 0,4% au Sénégal et 0,2% en Côte d'Ivoire. La perte de compétitivité serait de 1,7% au Burkina, 1,0% en Guinée-Bissau et 0,2% au Mali.

Tableau 12 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011 (*)	2 ^{ème} T 2011	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011 (*)	2 ^{ème} T 2011	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011 (*)	A fin septembre 2011	A fin décembre 2011 (*)
Partenaires industrialisés	-1,6	1,3	0,8	-0,5	-1,6	3,0	1,8	-0,2	-18,0	-19,3
Pays de la Zone euro	-0,2	1,3	0,4	-0,2	-1,1	2,3	1,1	0,3	-18,6	-19,4
Partenaires environnants	-15,3	-1,5	-0,1	-2,6	2,4	-1,1	0,9	2,3	-55,4	-54,3
Pays asiatiques	-13,1	-1,1	0,7	-3,2	-1,7	3,7	1,3	-2,5	-29,8	-31,0
Pays UE25	-0,7	1,2	0,6	-0,3	-1,2	2,3	1,3	0,1	-19,2	-20,2
Pays émergents	-14,2	-1,6	0,9	-2,8	-1,4	3,0	0,9	-2,7	-28,0	-29,0
Pays africains de la Zone franc	0,0	1,4	1,5	-1,5	-1,3	2,4	0,7	0,3	0,1	-1,2
Tous partenaires confondus	-6,9	0,2	0,7	-1,4	-0,9	2,4	1,5	-0,4	-27,3	-28,0

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

Pour l'ensemble de l'année 2011, une légère perte de compétitivité est enregistrée, en rupture avec le gain significatif enregistré un an plus tôt.

Pour l'ensemble de l'année 2011, l'Union a enregistré une perte de compétitivité de 0,2%, en rupture avec le gain de 6,9% observé un an plus tôt. Cette détérioration de la position concurrentielle s'explique par une hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 0,8%, dont les effets ont été atténués par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,6 point de pourcentage.

Par pays, en 2011, une perte de compétitivité est enregistrée en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, une stabilité est notée au Sénégal et un gain est relevé dans les autres Etats membres.

La perte de compétitivité est observée à l'égard des pays africains de la Zone franc (+1,4%), des pays industrialisés (+1,3%) et de la Zone euro (1,3%). Par contre, un gain de compétitivité est enregistré à l'égard des partenaires émergents (-1,6%), des Etats environnants (-1,5%) et des pays asiatiques (-1,1%).

Par pays, pour l'ensemble de l'année 2011, la position concurrentielle a connu une détérioration en Côte d'Ivoire (+1,6%) et en Guinée-Bissau (+1,3%). Elle s'est améliorée au Bénin (-1,9%), au Burkina (-1,8%), au Niger (-1,1%), au Mali (-0,9%) et au Togo (-0,5%). Une stagnation est relevée au Sénégal.

A fin décembre 2011, par rapport à la réalisation de décembre 2010, le déficit budgétaire s'est aggravé, en raison de l'effet concomitant de la baisse des recettes et de la hausse des dépenses.

2.2 – Finances Publiques

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées, à fin décembre 2011, à 6.123,7 milliards en repli de 1,7% par rapport à la réalisation de 2010, en liaison avec la diminution des recettes fiscales en Côte d'Ivoire, notamment les taxes sur les transactions internationales qui se ressentiraient des effets de la crise post – électorale.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils ont enregistré une hausse de 9,8%, en ressortant à 8.943,5 milliards à fin décembre 2011, du fait de la hausse des dépenses en capital (+15,5%) et des dépenses courantes (+10,0%).

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin décembre 2011 est caractérisée globalement par une aggravation des déficits publics, en liaison avec le recul enregistré au niveau des recettes budgétaires conjugué à une hausse des dépenses publiques, dans un contexte marqué par des risques de fléchissement de la croissance économique mondiale.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est chiffré à 2.819,8 milliards en décembre 2011.

2.3 – Secteur extérieur⁷

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est aggravé de 139,2 milliards par rapport au trimestre précédent, pour ressortir à 1.490,3 milliards. Cette évolution traduit une hausse des importations (+253,8 milliards) plus importante que celle des exportations (+141,6 milliards).

Les exportations s'inscriraient en progression de 3,7%, passant de 3.088,9 milliards au troisième trimestre 2011 à 3.203,5 milliards au quatrième trimestre 2011. La hausse des exportations reflèterait essentiellement la bonne orientation des prix de vente des produits pétroliers et de l'or. Elle résulterait également de l'environnement favorable à la commercialisation de la noix de cajou. Cette évolution a, toutefois, été atténuée par le repli des recettes des ventes de café, de cacao, de coton et du caoutchouc, consécutif à la baisse des cours sur le marché international. La contre performance de la filière café-cacao s'explique également par un retour à la normale des ventes par rapport au trimestre précédent, où d'importantes quantités ont été évacuées, suite à l'allègement des procédures et des normes accordé par les Autorités ivoiriennes.

Les importations enregistreraient une croissance de 5,7%, pour ressortir à 3.989,7 milliards au quatrième trimestre 2011. Cette évolution est notamment en rapport avec la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits pétroliers et énergétiques, ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement, dans le cadre des réalisations d'infrastructures.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'établirait à 69,0% à fin décembre 2011, en dégradation de 1,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2011 et de 4,5 points de pourcentage en variation annuelle.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin novembre 2011, comparée à fin septembre 2011, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une

Hausse de la masse monétaire à fin novembre 2011 comparée à fin septembre 2011.

⁷ Estimations au quatrième trimestre 2011. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue.

progression de 2,7% pour se fixer à 13.210,2 milliards à fin novembre 2011 contre 12.861,5 milliards à fin septembre 2011 et 11.804,9 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont baissé de 0,7% à 5.032,9 milliards, tandis que les dépôts à terme ont augmenté de 2,4%, pour s'établir à 4.553,0 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin novembre 2011, une régression de 0,2% par rapport à fin septembre 2011, pour se situer à 5.877,6 milliards. Cette évolution est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une chute sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 9.755,6 milliards à fin novembre 2011 contre 9.341,0 milliards à fin septembre 2011, en hausse de 4,4%. Cette situation traduit une hausse des concours au secteur privé de 3,6% et un accroissement sensible des créances nettes aux Etats de 7,1%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 1,5% des crédits à moyen et long terme et un accroissement de 5,1% des crédits à court terme.

2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

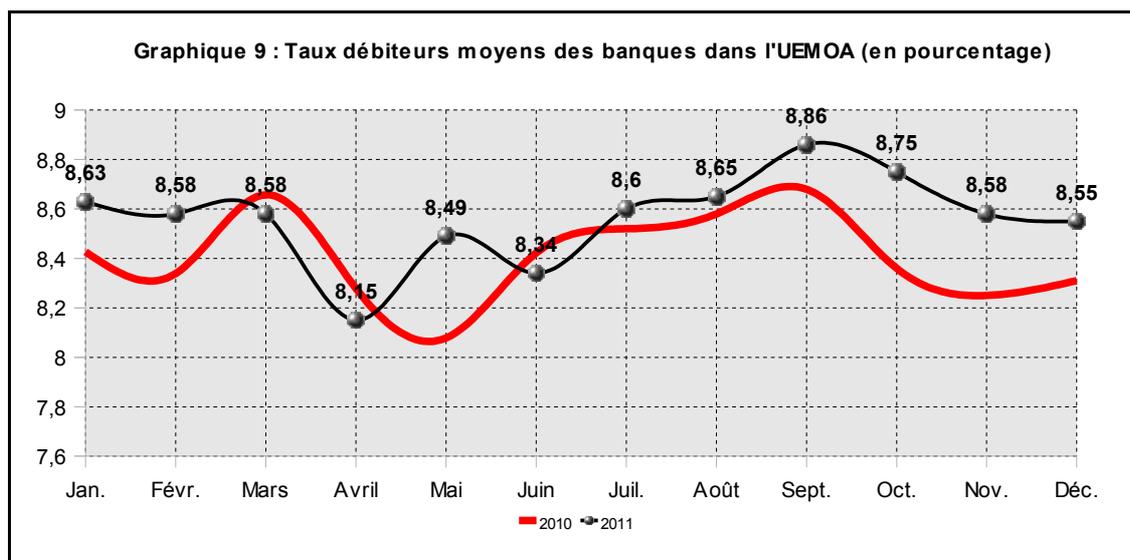
Le quatrième trimestre de l'année 2011 a été marqué par une diminution des taux d'intérêt débiteurs et du volume des crédits mis en place. Par ailleurs, il est relevé, selon les résultats de l'enquête sur les conditions des banques⁸, une baisse des dépôts dans les banques.

En effet, le taux débiteur moyen, pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, est ressorti à 8,64% au quatrième trimestre 2011 contre une moyenne de 8,69% au trimestre précédent, soit une diminution de 5 points de base. Ce repli du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale reflète notamment l'amélioration des conditions au Sénégal (-71 points de base), au Bénin (-26 points) et au Mali (-8 points).

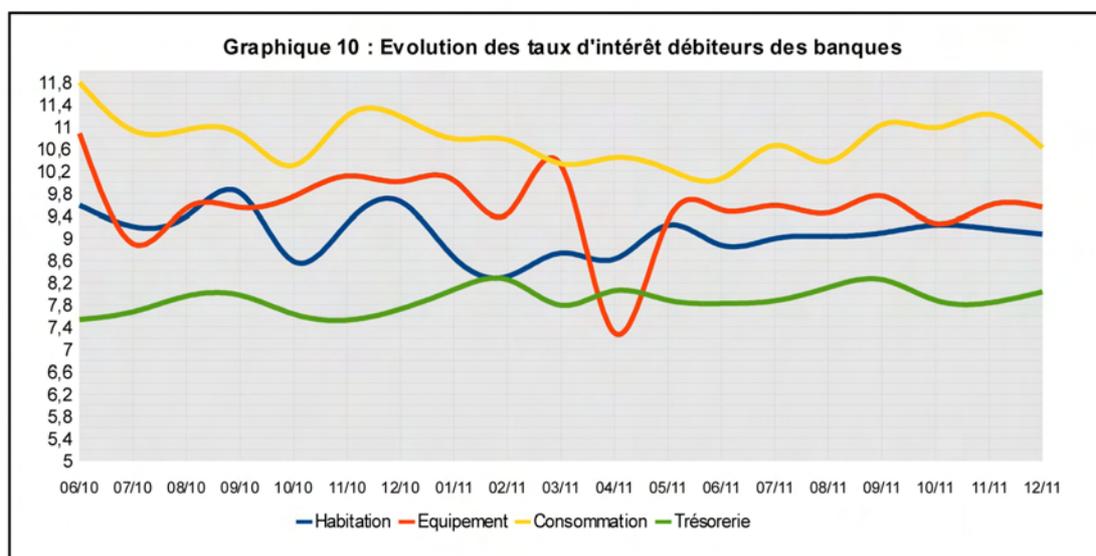
Les entreprises privées du secteur productif sont les principales concernées par la baisse des taux d'intérêt débiteurs. Pour cette catégorie de clientèle, le coût moyen du crédit bancaire est passé de 8,47% au troisième trimestre à 8,01% au quatrième trimestre. Par contre, la plupart des crédits octroyés à la clientèle financière des banques, aux entreprises individuelles et aux sociétés d'Etat ont été plus chers au cours de ce quatrième trimestre, comparé au précédent.

En variation trimestrielle, il est relevé une diminution des taux débiteurs, du volume des crédits mis en place et de celui des dépôts dans les banques au quatrième trimestre 2011.

⁸ Les données du mois de décembre 2011 sont provisoires.



La baisse des taux d'intérêt d'un trimestre à l'autre a bénéficié principalement aux crédits d'équipement (-13 points de base) et aux crédits de trésorerie (-17 points de base). Ces deux catégories de crédits ont été octroyées à des taux moyens de 9,47% et 7,91% respectivement, au quatrième trimestre 2011. En revanche, les crédits d'habitation et les crédits à la consommation ont vu leur coût s'accroître respectivement de 12 et 25 points de base, pour se situer à 9,16% et 10,94% au quatrième trimestre 2011.



En variation trimestrielle, baisse du volume des crédits bancaires octroyés, sauf en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger.

En volume, les crédits bancaires mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 se sont inscrits en baisse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle est passée de 585,5 milliards au troisième trimestre 2011 à 563,1 milliards au quatrième trimestre, soit un repli de 22,4 milliards. La diminution des crédits bancaires est notée dans la plupart des pays, sauf en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger. En Côte d'Ivoire, en particulier, la moyenne mensuelle des crédits mis en place a atteint 189,1 milliards contre 140,0 milliards au trimestre précédent. Cette tendance correspondrait à la poursuite

de la reprise de l'activité bancaire, qui avait connu une interruption au cours du premier trimestre de l'année 2011.

L'analyse des crédits bancaires selon l'objet du crédit indique que les crédits d'équipement et les facilités de trésorerie ont diminué, passant d'une moyenne mensuelle de 69,7 milliards et 376,5 milliards au troisième trimestre 2011 à 49,7 milliards et 358,5 milliards au quatrième trimestre. Par contre, les crédits à la consommation et les crédits à l'habitation ont enregistré des hausses respectives de 17,2 milliards et 1,2 milliard, pour s'établir respectivement à 67,3 milliards et 8,2 milliards.

En variation trimestrielle, baisse du volume des dépôts bancaires, sauf en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger.

Concernant les dépôts bancaires, les banques ont collecté moins de ressources au cours du quatrième trimestre 2011, comparativement au troisième trimestre de l'année. La moyenne mensuelle des dépôts enregistrés est ressortie à 392,3 milliards contre 464,5 milliards au troisième trimestre. Cette baisse a été observée dans tous les pays, sauf en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger. En Côte d'Ivoire, le montant moyen des dépôts effectués par mois, s'est situé à 165,9 milliards contre 142,0 milliards le trimestre précédent. Cette tendance s'expliquerait en partie par l'effet de rattrapage, après la crise qui a prévalu dans ce pays.

La baisse des dépôts bancaires est imputable principalement aux entreprises privées du secteur productif, à la clientèle financière des banques, ainsi qu'aux particuliers. Les ressources déposées par les entreprises privées du secteur productif se sont élevées à 120,5 milliards, soit une baisse de 25,6 milliards par rapport au trimestre précédent. Les ressources déposées par la clientèle financière se sont établies à 25,8 milliards, en moyenne mensuelle, soit une diminution de 17,4 milliards par rapport au trimestre précédent, et les dépôts des particuliers sont ressortis à 68,0 milliards au troisième trimestre, soit un repli de 8,8 milliards.

En variation trimestrielle, baisse du taux d'intérêt moyen créditeur.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en baisse d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués au cours de la période sous revue, s'est situé à 5,09% au cours du quatrième trimestre 2011 contre 5,16% le trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une baisse généralisée des taux accordés à toutes les catégories de clients, sauf les particuliers et les sociétés assimilées à l'Etat. La baisse du taux de rémunération est relevée sur les dépôts des entreprises privées du secteur productif (- 4 points de base), ceux des entreprises d'assurance (- 8 points de base) et de la clientèle financière (-59 points de base). Le taux appliqué aux dépôts des particuliers ont augmenté de 31 points de base pour se situer à 4,90% au quatrième trimestre.

Ainsi, au quatrième trimestre 2011, les placements les mieux rémunérés sont ceux des sociétés d'assurance et des caisses de retraite, dont le taux d'intérêt est ressorti à 5,45% au quatrième trimestre, ainsi que ceux de la clientèle financière des banques, en repli de 5,25%. A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles continuent d'être appliqués aux dépôts des particuliers (4,90%) et des entreprises d'Etats (4,98%).

2.4.3 - Evolution du marché monétaire

En variation trimestrielle, hausse des montants mis en adjudication par la BCEAO pour répondre à la demande de liquidité des banques primaires.

Au cours du quatrième trimestre 2011, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication ont été globalement accrus pour répondre à l'augmentation saisonnière de la demande de liquidité des banques. Ainsi, sur le marché à une semaine, la moyenne hebdomadaire des montants mis en adjudication est passée de 259,6 milliards au troisième trimestre 2011 à

314,0 milliards au quatrième trimestre. Sur le guichet à un mois, le montant mensuel mis en adjudication a été porté à 311,8 milliards à la fin du trimestre sous revue contre 225 milliards au cours du troisième trimestre.

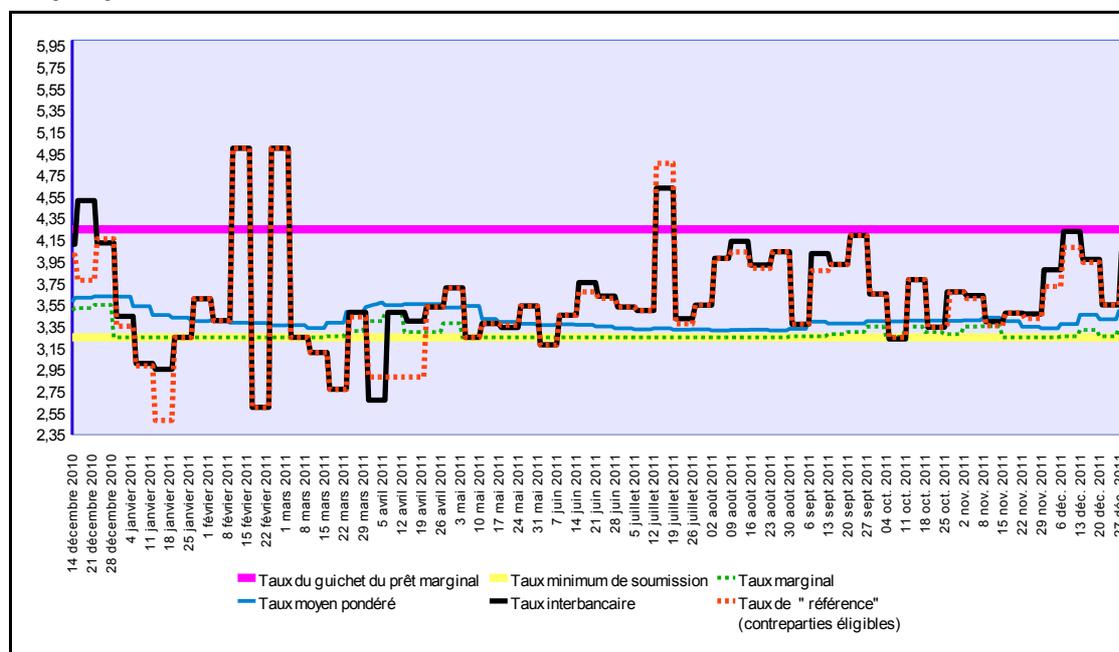
Les opérations d'injection de liquidité sont réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission fixé à 3,25%. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est inscrit en hausse de 7 points de base, pour se situer à 3,41% au quatrième trimestre 2011. Le taux moyen pondéré sur le guichet à un mois a également augmenté en se situant à 3,43% au quatrième trimestre contre 3,41% au trimestre précédent.

En variation trimestrielle, hausse des montants mis en adjudication par la BCEAO pour répondre à la demande de liquidité des banques primaires.

Le marché interbancaire est apparu plus animé au quatrième trimestre 2011, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, est passé de 43,7 milliards à 57,9 milliards d'un trimestre à l'autre. Cette augmentation du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations a nettement augmenté, passant de 16,1 milliards au troisième trimestre 2011 à 28,9 milliards au quatrième trimestre.

La hausse du volume des opérations sur le marché interbancaire s'est accompagnée d'une baisse des taux d'intérêt. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 4,48% au troisième trimestre à 4,15% au quatrième trimestre 2011, soit une diminution de 33 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux interbancaire est ressorti à 3,65% au quatrième trimestre 2011 contre une moyenne de 3,86% au cours du trimestre précédent, demeurant à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal et le taux minimum de soumission.

Graphique 11 : Evolution des taux du marché monétaire



Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une hausse au cours du quatrième trimestre 2011, l'encours des prêts s'étant établi à 52,0 milliards, contre 40,7 milliards le trimestre précédent.

Hausse des opérations au guichet du prêt marginal.

Le marché des titres publics a été marqué par la restructuration des titres du Trésor de la Côte d'Ivoire en décembre 2011. Au cours de ce quatrième trimestre 2011, les ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de Bons, toutes maturités confondues, sont évaluées à 484,8 milliards contre 551,9 milliards le trimestre précédent. La demande de liquidité des Etats reste influencée par les besoins de la trésorerie publique en Côte d'Ivoire, en cours de sortie de crise.

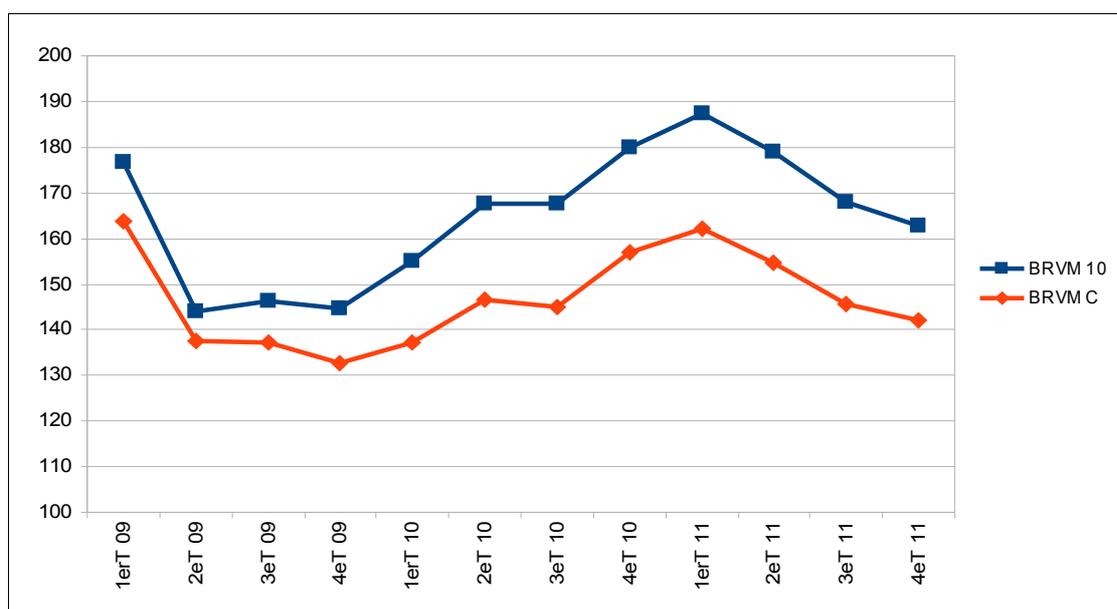
2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du quatrième trimestre 2011, par une baisse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

Baisse des indicateurs boursiers au niveau de la bourse régionale

En effet, l'indice BRVM 10 s'est déprécié de 3,0% pour se fixer à 162,8 points contre 167,9 points au troisième trimestre 2011 et 179,8 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite s'est replié de 2,3% à 142,2 points contre 145,5 points au troisième trimestre 2011 et 156,8 points un an plus tôt.

Graphique 12 : Evolution trimestrielle de la BRVM



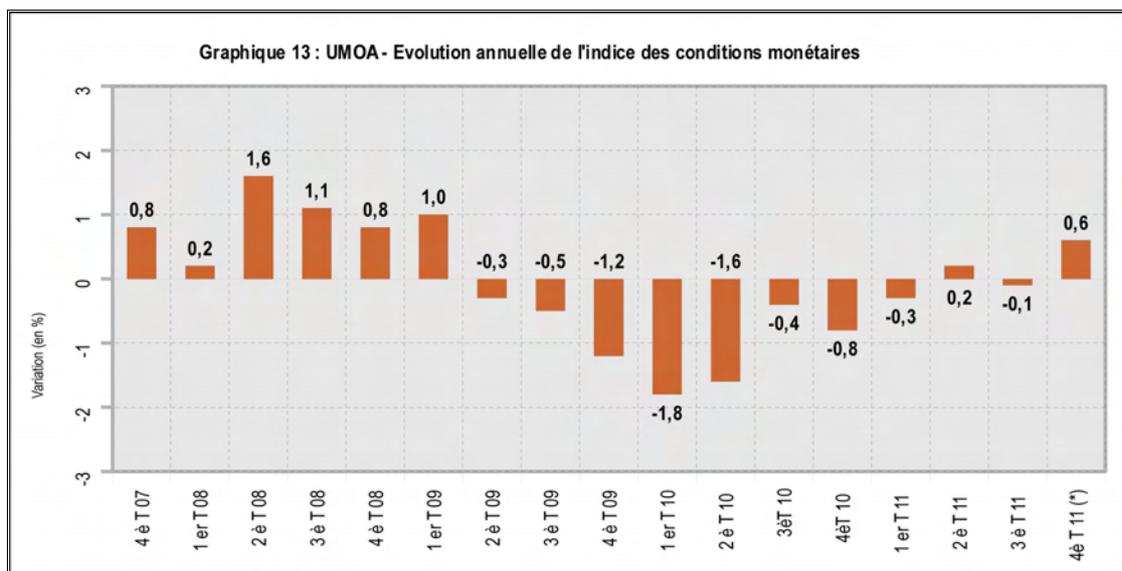
La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.770,5 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.880,4 milliards à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 2,8%. Cette régression de la capitalisation boursière est due essentiellement au repli de 7,6% du marché des actions, le marché obligataire ayant enregistré un accroissement de 32,4%.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une régression de 0,7% au quatrième trimestre 2011, liée à la baisse de 1,0% de la capitalisation du marché des actions, atténuée par la hausse de 0,7% de celle du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁹

Durcissement des conditions monétaires dans l'UEMOA .

Par rapport à la même période de l'année précédente, les conditions monétaires se sont durcies au quatrième trimestre 2011, en raison de l'effet conjugué de la hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour (+0,47 point de pourcentage) et de l'appréciation du taux de change effectif nominal de 1,2%. L'indice des conditions monétaires est passé de 101,60 points au quatrième trimestre 2010 à 102,2 points au quatrième trimestre 2011, soit une progression de 0,6%.



Source : BCEAO

Le taux sur le marché interbancaire à un jour s'est situé à 4,02% au cours du trimestre sous revue contre 3,55% à la même période de l'année précédente.

La hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de l'Union, en glissement annuel au quatrième trimestre 2011 provient de la dépréciation des monnaies des pays environnants, et dans une moindre mesure de celles des pays asiatiques et émergents.

Hausse du taux d'intérêt et appréciation de l'indice du taux de change effectif nominal.

En effet, en glissement annuel, l'indice du taux de change effectif nominal a progressé de 8,8% par rapport aux monnaies des pays environnants, de 0,5% par rapport aux pays asiatiques et de 0,2% vis-à-vis de celles des pays émergents.

Au niveau des monnaies des pays environnants, les dépréciations de monnaies les plus significatives concernent le cedi ghanéen (8,2%), et le naïra nigérian (12,0%). Pour les autres monnaies des autres partenaires, il convient de souligner que la lire turque s'est dépréciée de 24,2% et la roupie indienne de 11,8%.

⁹ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Principales hypothèses

a) Hypothèses de l'environnement international

L'environnement économique international au cours de la période récente est marqué par la crise de la dette souveraine dans la Zone euro et le ralentissement plus marqué de la croissance économique mondiale prévu en 2012. Les estimations du FMI, réalisées en janvier 2012, situent le taux de croissance de l'activité mondiale à 3,8% en 2011 contre une prévision de 4,0% publiée en septembre 2011 et une réalisation de 5,2% en 2010. En 2012, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont également été révisées à la baisse avec un taux de 3,3% contre une projection initiale de 4,0%.

Les cours du pétrole brut (WTI) se sont établis, en moyenne, à 95,87 dollars en 2011, en hausse de 19,3% par rapport à 2010. A fin janvier 2012, le cours moyen du pétrole brut est ressorti à 100,8 dollars. Les prévisions tablent sur une tendance baissière des prix au cours des deux prochaines années, en rapport avec les perspectives peu favorables de l'activité mondiale. Ainsi, le scénario central¹⁰ repose sur un cours du pétrole brut (WTI¹¹) de 100,4 dollars en 2012 et de 98,8 dollars en 2013 contre des prévisions précédentes de 100,5 dollars en 2012 et 101,9 dollars en 2013. Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), deux autres scénarii ont été retenus. Le scénario pessimiste correspond à un cours moyen du baril de pétrole à 105 dollars en 2012 et 110 dollars en 2013 et le scénario optimiste table sur un cours moyen du baril de pétrole à 95 dollars en 2012 et 90 dollars en 2013.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en hausse en 2011. L'indice des cours des produits alimentaires du FMI a enregistré une progression moyenne de 19,7% en 2011, en rapport notamment avec les tensions sur les cours du blé (41,4%), du sucre (16,6%), du lait (14,4%) et du riz (6,0%). Les prévisions¹² tablent sur une stabilité des cours des produits alimentaires importés en 2012, en raison de la hausse d'environ 3,0% de la production céréalière mondiale, notamment de blé (+6,5%). Une hausse des cours, limitée à 5,0%, est projetée en 2013 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2012 et 2013, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2012 et 2013.

L'euro s'est échangé contre 1,39 dollar en moyenne en 2011. Les prévisions¹³ retiennent un taux de change euro/dollar de 1,28 en 2012 et de 1,30 en 2013, contre une prévision de 1,43 dans le précédent rapport, en liaison avec l'aggravation de la crise financière et économique.

10 Les prévisions (cours du WTI) sont celles du consensus du marché à la date du 26 janvier 2012, obtenues de la plateforme Bloomberg. Il en est de même des prévisions du taux de change euro/dollar.

11 Les prévisions pour les cours du Brent donnent un niveau de 109,1 dollars en 2012 et de 104,9 dollars en 2013 contre 113,4 dollars en 2011.

12 Le consensus des marchés, notamment à partir des contrats à terme à fin décembre 2012, table sur une baisse des prix des produits alimentaires d'environ 7% en 2012. Toutefois, il a été retenu une hypothèse de stabilité des cours des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, compte tenu d'une probable hausse des cours du riz (principale importation alimentaire de la Zone) en 2012, en rapport avec l'impact des inondations observées dans les grands pays producteurs, notamment en Thaïlande.

13 Consensus du marché à la date du 26 janvier 2012.

L'inflation mondiale devrait s'atténuer en 2012, en raison de la baisse de la demande conjuguée à un léger recul des cours des matières premières. En particulier, la hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, passerait¹⁴ de 2,7% en 2011, à 2,0% en 2012 et à 1,7% en 2013. Elle varierait dans un intervalle de 1,5% à 2,5% en 2012 et de 0,8% à 2,2% en 2013.

b) Hypothèses de l'environnement interne

Au niveau interne, l'offre de céréales a enregistré une baisse à l'issue de la campagne agricole 2011/2012. Selon le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière 2011/2012 dans l'Union est ressortie en repli de 16%. La baisse des récoltes a atteint 27% au Niger, 20% au Mali, 16% au Burkina, 15% au Sénégal et 7% en Côte d'Ivoire. La production est en hausse en Guinée-Bissau (19%), au Bénin (17%) et au Togo (1%). Cette diminution de l'offre devrait se traduire par des tensions sur les prix des céréales au cours des trois premiers trimestres de 2012.

La production céréalière est projetée en hausse de l'ordre de 10% au cours de la campagne agricole 2012/2013. Une progression de 15% est retenue pour tous les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger) qui ont enregistré de fortes baisses de la production céréalière en 2011/2012 (effet de rattrapage). Pour les autres pays, une hausse tendancielle de 5% est retenue. Compte tenu des aléas agro-climatiques, deux scénarii ont été construits autour de cette tendance de référence : le scénario pessimiste table sur une baisse de 5% de la production céréalière de la campagne agricole 2012/2013 dans tous les pays et le scénario optimiste retient une progression de 20%.

3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établirait à 2,5% à fin janvier 2012 et à 3,2% à fin février 2012 et fin mars 2012. En moyenne sur le premier trimestre 2012, la progression des prix serait de 3,0%, stable par rapport au niveau enregistré au quatrième trimestre 2011. La persistance des tensions inflationnistes au premier trimestre 2012 reflèterait les tensions sur les prix des céréales locales.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,0% en 2012. Par pays, le taux d'inflation, en moyenne en 2012, atteindrait 5,2% au Mali, 5,0% au Burkina et 3,8% au Niger. Il se situerait à 2,9% au Togo, 2,6% au Bénin, 2,5% en Côte d'Ivoire, 2,4% au Sénégal et à 2,3% en Guinée-Bissau.

A l'horizon de huit trimestres, le taux d'inflation est projeté à 2,6% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Toutefois, la progression des prix pourrait se situer au-dessus de 3,0% au troisième trimestre 2012, en raison de la hausse attendue des prix des céréales à la suite de la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012.

¹⁴ *Prévisions de la BCE, décembre 2011.*

Tableau 12 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Année 2011		Année 2012				Année 2013				Moyenne	
		3 ^{ème} T	4 ^{ème} T	1 ^{er} T	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T	1 ^{er} T	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T	2012	2013
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	-	-	2,6	2,3	2,4	1,3	0,8	0,5	1,0	1,5	2,2	1,0
	Scénario central	3,6	3,0	3,0	3,0	3,6	2,5	1,8	1,7	2,2	2,6	3,0	2,1
	Scénario pessimiste	-	-	3,4	3,5	4,7	3,6	2,8	2,5	3,4	3,8	3,8	3,1

Source : BCEAO.

(*) : Glissement annuel.

Au regard des tensions inflationnistes à court terme, les mesures à envisager devraient viser un bon approvisionnement des marchés céréaliers de l'Union, notamment à travers un accroissement des échanges régionaux, la lutte contre les comportements spéculatifs, ainsi que le renforcement et l'utilisation des stocks nationaux de sécurité alimentaire. A moyen terme, la mise en œuvre des actions de relance de la production agricole, notamment celles identifiées au niveau communautaire en juin 2008, devrait être accélérée.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une amélioration de la position concurrentielle de l'Union de 1,3% est attendue au premier trimestre en 2012. Elle s'expliquerait essentiellement par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,6 point de pourcentage, dont les effets seraient atténués par une hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 0,3%.

Le gain de compétitivité serait observé à l'égard des pays asiatiques (-3,7%), des partenaires émergents (-3,6%), des Etats environnants (-1,1%) et des pays industrialisés (-0,6%). Par contre, une détérioration de la position concurrentielle serait enregistrée à l'égard de la Zone euro (0,3%) et des pays africains de la Zone franc (0,2%).

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2011

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin décembre 2011

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin novembre 2011

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au quatrième trimestre 2011

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA (*)
Réalisations									
décembre-10	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9
janvier-11	5,1	1,2	4,6	5,3	3,6	4,5	4,0	4,7	4,2
février-11	3,3	0,4	5,1	4,1	1,7	2,7	3,7	3,4	3,7
mars-11	2,2	1,3	5,8	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,9
avril-11	2,4	1,8	9,1	6,0	3,5	3,7	4,3	3,9	5,7
mai-11	2,4	1,7	6,5	7,0	2,3	1,7	5,0	5,5	4,8
juin-11	1,7	2,5	4,6	7,2	2,7	2,3	4,3	4,9	3,9
juillet-11	3,4	2,7	4,5	6,7	2,6	2,4	3,2	2,8	3,6
août-11	4,0	2,8	4,6	4,4	1,8	3,3	2,7	2,6	3,5
septembre-11	2,8	4,0	4,7	4,8	3,1	3,0	2,6	4,3	3,8
octobre-11	2,1	4,8	4,1	3,6	3,3	3,1	2,7	2,6	3,5
<i>novembre-11</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>3,3</i>	<i>2,8</i>	<i>4,1</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>3,2</i>
<i>décembre-11</i>	<i>1,8</i>	<i>5,1</i>	<i>1,9</i>	<i>2,2</i>	<i>5,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,7</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>
<i>janvier-12</i>	<i>1,2</i>	<i>4,4</i>	<i>2,8</i>	<i>1,2</i>	<i>4,0</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>2,5</i>
<i>février-12</i>	<i>3,0</i>	<i>5,4</i>	<i>2,7</i>	<i>2,2</i>	<i>5,9</i>	<i>3,0</i>	<i>2,6</i>	<i>3,5</i>	<i>3,2</i>
<i>mars-12</i>	<i>3,9</i>	<i>5,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,5</i>	<i>6,8</i>	<i>4,5</i>	<i>3,1</i>	<i>3,0</i>	<i>3,2</i>
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (<i>estimations</i>)	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>	<i>4,9</i>	<i>4,9</i>	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>3,4</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>
2012 (<i>projections</i>)	<i>2,6</i>	<i>5,0</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>5,2</i>	<i>3,8</i>	<i>2,4</i>	<i>2,9</i>	<i>3,0</i>
2013 (<i>projections</i>)	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>2,2</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>

Sources : INS, BCEAO.

N.B : Estimations en italique (*) : Estimations en novembre et en décembre 2011 pour la Guinée-Bissau

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2011

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union (*)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,5	3,8	-0,1	0,1	4,9	0,0	1,7	-0,1	1,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,3	0,4	0,1	0,0	-0,1	0,2	0,1
Logement	0,3	0,2	0,0	0,1	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3
Ameublement	0,0	0,0	0,4	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,2
Santé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	0,6	0,1	0,1	0,6	0,1	1,5	0,6	0,1	0,3
Communication	-0,3	-0,1	-0,3	0,3	-0,2	-0,5	0,0	0,1	-0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	1,0	1,2	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,6
Autres biens	0,3	0,0	0,2	0,2	0,0	-0,2	0,1	0,5	0,2
Ensemble	1,8	5,1	1,9	2,2	5,3	1,4	2,7	1,5	2,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

(*) : Estimations en novembre et en décembre 2011 pour la Guinée-Bissau

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
déc.-10	8,6	11,8	2,2	1,5	3,9	1,7	2,4	-7,9	-4,7
janv.-11	9,1	12,1	2,4	1,6	4,2	1,8	2,6	-7,9	-4,9
févr.-11	9,2	11,1	2,4	2,1	3,7	1,3	1,6	-7,4	-5,5
mars-11	9,1	12,8	2,7	2,7	3,9	1,2	1,2	-8,9	-5,2
avr.-11	9,0	11,3	2,8	3,2	5,7	2,9	2,5	-5,6	-3,3
mai-11	8,9	12,4	2,7	3,6	4,8	2,1	1,2	-7,6	-4,1
juin-11	8,6	10,2	2,7	3,6	3,9	1,2	0,3	-6,3	-4,7
juil.-11	8,4	9,4	2,5	3,6	3,6	1,1	0,0	-5,8	-4,8
août-11	8,4	9,3	2,5	3,8	3,5	1,0	-0,3	-5,8	-4,9
sept.-11	8,4	10,3	3,0	3,9	3,8	0,8	-0,1	-6,5	-4,6
oct.-11	8,6	10,5	3,0	3,5	3,5	0,5	0,0	-7,0	-5,1
nov.-11	8,6	10,5	3,0	3,4	3,2	0,2	-0,2	-7,3	-5,4
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
décembre-10	26,5	48,6	18,9	52,3	-11,4	12,1	10,5
janvier-11	32,0	62,1	29,2	58,7	-11,6	26,5	21,5
février-11	37,1	79,0	31,4	81,5	-8,9	35,1	24,4
mars-11	32,4	65,8	33,3	82,6	-5,8	34,6	25,4
avril-11	33,4	74,3	33,0	102,2	-0,3	26,0	26,7
mai-11	33,0	94,9	34,9	88,4	5,9	27,0	28,4
juin-11	33,1	107,0	49,4	103,1	13,0	24,6	27,1
juillet-11	25,3	55,2	52,5	83,5	16,0	16,2	30,2
août-11	20,1	32,8	48,6	76,7	18,6	16,1	26,5
septembre-11	12,3	16,3	41,5	43,9	18,4	14,3	10,0
octobre-11	1,4	6,9	38,9	16,6	12,9	-1,8	3,0
novembre-11	-0,4	2,5	38,5	15,1	12,1	-12,5	-2,3
décembre-11	-8,5	-12,2	32,4	3,1	8,2	-17,2	-5,9

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	décembre 2011/ décembre 2010 (en %)
Bénin														
Essence super	515	530	555	555	555	575	575	565	585	585	570	570	570	10,7
Gazole	540	546	555	555	555	555	555	555	575	575	575	575	594	10,0
Burkina														
Essence super	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	0,0
Gazole	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	0,0
Côte d'Ivoire														
Essence super	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	0,0
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	659	659	571	721	721	721	790	790	790	790	790	790	790	19,9
Gazole	571	571	571	625	625	625	725	725	725	725	725	725	725	27,0
Mali														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	0,0
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	0,0
Niger														
Essence super	506	561	561	561	561	561	619	649	679	679	679	679	679	34,2
Gazole	495	580	580	580	580	580	610	625	655	655	655	655	655	32,3
Sénégal														
Essence super	770	790	783	783	813	859	859	838	870	868	890	864	860	11,6
Gazole	665	691	721	721	755	786	762	755	779	777	798	810	825	24,1
Togo														
Essence super	560	549	540	540	540	540	564	581	595	595	595	595	595	6,3
Gazole	555	564	570	570	570	570	596	614	629	629	629	629	629	13,3

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2009								
janvier	43,86	6,1	495,5	1,6	21 729,6	7,8	1,324	-1,6
février	41,84	-4,6	513,1	3,6	21 469,1	-1,2	1,278	-3,4
mars	46,80	11,8	505,2	-1,5	23 643,9	10,1	1,298	1,6
avr.	50,28	7,4	497,0	-1,6	24 989,2	5,7	1,320	1,7
mai	58,15	15,7	481,2	-3,2	27 981,2	12,0	1,363	3,3
juin	69,13	18,9	468,0	-2,7	32 352,0	15,6	1,402	2,8
juillet	64,67	-6,4	465,6	-0,5	30 114,0	-6,9	1,409	0,5
août	71,63	10,8	459,7	-1,3	32 931,0	9,35	1,427	1,3
septembre	68,35	-4,6	450,5	-2,0	30 787,8	-6,51	1,456	2,1
octobre	74,08	8,4	442,7	-1,7	32 797,3	6,53	1,482	1,7
novembre	77,55	4,7	439,8	-0,7	34 108,5	4,00	1,491	0,7
décembre	74,88	-3,4	448,9	2,1	33 612,0	-1,46	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc.	61,77	-36,3	472,3	5,4	28 876,3	-32,4	1,393	-5,3
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	102,71	1,4	503,3	4,0	51 695,7	5,4	1,304	-3,8
Moyenne Janvier-déc.	100,60	27,3	472,1	-4,7	47 457,9	21,3	1,391	4,8

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2009			
janvier	-51,6	-46,2	-10,1
février	-55,2	-48,3	-13,3
mars	-54,0	-45,0	-16,4
avr.	-53,8	-44,9	-16,2
mai	-52,6	-45,9	-12,4
juin	-47,4	-41,7	-9,9
juillet	-51,3	-45,5	-10,7
août	-37,5	-34,4	-4,7
sept.	-31,4	-32,3	1,3
oct	1,9	-8,4	11,2
nov	43,7	22,7	17,1
déc	81,1	66,7	8,7
Moyenne 2009	-36,3	-32,4	-5,3
2010			
janvier	75,9	63,1	7,8
février	78,7	66,9	7,1
mars	69,5	62,1	4,5
avril	67,4	64,8	1,6
mai	30,0	41,1	-7,8
juin	8,1	24,1	-12,9
juillet	15,3	27,4	-9,5
août	5,9	17,1	-9,6
septembre	11,4	24,1	-10,3
oct.	10,3	17,6	-6,2
nov.	9,0	18,9	-8,4
déc.	20,2	32,9	-9,5
Moyenne 2009	28,0	35,5	-4,7
2011			
janvier	20,2	28,4	-6,4
février	28,3	28,7	-0,3
mars	35,1	31,0	3,2
avril	36,0	26,2	7,8
mai	39,9	22,5	14,2
juin	36,8	16,0	17,9
juillet	39,1	24,3	11,9
août	24,1	11,6	11,2
septembre	23,2	16,7	5,5
octobre	14,3	15,9	-1,4
novembre	19,8	20,8	-0,8
décembre	14,1	15,8	-1,4

TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN DECEMBRE 2011

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONS	700,0	1 041,7	1 571,9	88,3	1 030,5	823,5	1 546,1	421,1	7 223,2
RECETTES BUDGETAIRES	650,0	711,7	1 549,6	50,2	851,7	606,2	1 384,1	320,1	6 123,7
* Recettes fiscales	578,0	614,4	1 351,8	39,5	731,0	553,2	1 300,4	269,1	5 437,3
* Recettes non fiscales	72,00	97,4	197,8	10,7	49,2	53,1	44,7	51,0	575,9
* Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	71,5	0,0	39,0	0,0	110,5
DONS	50,0	330,0	22,3	38,1	178,8	217,3	162,0	101,0	1 099,5
DEPENSES ET PRÊTS NETS	797,5	1 225,5	2 250,6	99,3	1 244,4	924,9	1 958,1	443,2	8 943,5
DEPENSES TOTALES	797,5	1 231,8	2 254,1	99,3	1 247,5	886,0	1 923,1	443,2	8 882,5
Dépenses courantes	564,5	635,2	1 800,2	56,7	714,9	506,1	1 191,0	292,5	5 761,1
* masse salariale	270,0	269,3	727,4	23,6	269,8	122,6	416,0	98,7	2 197,3
* intérêts de la dette	29,9	23,4	217,7	0,7	28,1	10,7	84,0	14,0	408,5
Dépenses en capital	233,0	587,7	327,3	42,6	461,1	379,9	732,1	150,7	2 914,4
invest. sur ress. int.	133,0	292,7	247,0	1,4	211,9	119,9	451,0	67,7	1 524,7
Dépenses fonds spéciaux					71,5				71,5
PRÊTS NETS	0,0	-6,3	-3,5	0,0	-3,1	38,9	35,0	0,0	61,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-17,6	-201,8	-279,9	-5,7	-47,0	-9,1	-174,0	-26,1	-753,5
EPARGNE PROPRE (solde courant)	85,5	76,6	-250,6	-6,4	136,8	100,1	193,1	27,6	362,7
SOLDE GLOBAL (base engag.)(hors dons)	-147,5	-513,8	-700,9	-49,0	-392,7	-318,7	-574,0	-123,1	-2 819,8
SOLDE GLOBAL (base engag.)(y compris dons)	-97,5	-183,8	-678,6	-10,9	-213,9	-101,4	-412,0	-22,1	-1 720,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-47,5	-216,1	-497,6	-7,8	-75,1	-19,8	-258,0	-40,1	-1 162,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE									
* masse salariale/recettes fiscales (en %)	46,7%	43,8%	53,8%	59,6%	36,9%	22,2%	32,0%	36,7%	40,4%
* variation nette des arriérés intérieurs (en mds)	-17,4	0,0	-25,0	-3,8	0,0	-35,0	-5,0	-13,2	-99,4
* variation nette des arriérés extérieurs (en mds)	0,0	0,0	259,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	259,4
* invest. financ. sur ress. int./recet. fisc. (en %)	23,0%	47,6%	18,3%	3,6%	29,0%	21,7%	34,7%	25,2%	28,0%
* solde primaire de base/recettes fiscales (en %)	-3,0%	-32,8%	-20,7%	-14,3%	-6,4%	-1,6%	-13,4%	-9,7%	-13,9%
INDICATEURS BUDGETAIRES (en % du PIB)									
* recettes budgétaires	18,8%	15,0%	13,9%	10,8%	16,7%	20,5%	20,2%	19,0%	16,8%
* recettes fiscales	16,7%	12,9%	12,1%	8,5%	14,3%	18,7%	19,0%	16,0%	14,9%
* dépenses totales	23,0%	25,9%	20,2%	21,4%	24,4%	29,9%	28,1%	26,3%	24,4%
* dépenses courantes	16,3%	13,3%	16,1%	12,2%	14,0%	17,1%	17,4%	17,4%	15,8%
* dépenses en capital	6,7%	12,3%	2,9%	9,2%	9,0%	12,8%	10,7%	9,0%	8,0%
* solde primaire de base	-0,5%	-4,2%	-2,5%	-1,2%	-0,9%	-0,3%	-2,5%	-1,6%	-2,1%
* solde global (base engag.) (hors dons)	-4,3%	-10,8%	-6,3%	-10,5%	-7,7%	-10,8%	-8,4%	-7,3%	-7,7%
* solde global (base engag.) (y compris dons)	-2,8%	-3,9%	-6,1%	-2,3%	-4,2%	-3,4%	-6,0%	-1,3%	-4,7%
* épargne propre	2,5%	1,6%	-2,2%	-1,4%	2,7%	3,4%	2,8%	1,6%	1,0%
* solde budgétaire de base	-1,4%	-4,5%	-4,5%	-1,7%	-1,5%	-0,7%	-3,8%	-2,4%	-3,2%

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au quatrième trimestre 2011

	Stock						Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	novembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	septembre 11	novembre 11	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	1 ^{er} T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011
Masse monétaire	11 804 933,3	12 329 888,0	12 374 443,4	12 683 007,6	12 861 528,0	13 210 199,2	0,4	2,5	1,4	2,7	17,1	13,1	13,1	11,9
Disponibilité monétaire	7 638 294,0	8 028 665,7	8 090 947,9	8 316 425,4	8 414 620,0	8 657 191,2	0,8	2,8	1,2	2,9	16,6	14,2	15,7	13,3
Circulation fiduciaire	3 273 048,2	3 525 220,8	3 447 013,8	3 396 899,3	3 231 525,3	3 427 298,5	-2,2	-1,5	-4,9	6,1	16,2	13,5	8,6	4,7
Dépôts en CCP	28 961,8	29 277,9	30 088,0	19 147,2	35 235,8	38 254,3	2,8	-36,4	84,0	8,6	-48,9	-59,1	-21,3	32,1
Dépôt en CNE	67 478,0	67 478,0	73 728,8	76 132,6	79 415,3	158 725,8	9,3	3,3	4,3	99,9	24,9	20,2	17,2	135,2
Dépôts à vue en banque	4 268 806,0	4 406 689,0	4 540 117,2	4 824 246,3	5 068 443,6	5 032 912,6	3,0	6,3	5,1	-0,7	17,8	15,4	21,1	17,9
SODE-EPIC	461 781,7	498 978,6	512 933,9	632 833,0	722 740,8	610 887,6	2,8	23,4	14,2	-15,5	21,7	18,5	52,5	32,3
Particuliers et entreprises privées	3 807 024,3	3 907 710,4	4 027 183,3	4 191 413,3	4 345 702,8	4 422 025,0	3,1	4,1	3,7	1,8	17,3	14,9	17,1	16,2
Dépôts à terme en banque	4 166 639,3	4 301 222,3	4 283 495,5	4 366 582,2	4 446 908,0	4 553 008,0	-0,4	1,9	1,8	2,4	18,0	11,2	8,5	9,3
SODE-EPIC	306 251,0	316 142,9	308 617,0	327 046,0	327 110,0	322 458,0	-2,4	6,0	0,0	-1,4	6,5	1,7	7,5	5,3
Particuliers et entreprises privées	3 860 388,3	3 985 079,3	3 974 878,5	4 039 536,2	4 119 798,0	4 230 550,0	-0,3	1,6	2,0	2,7	19,0	12,0	8,6	9,6
Autres postes nets	1 939 436,9	1 964 941,0	2 065 096,9	2 137 660,1	2 368 308,6	2 423 041,9	5,1	3,5	10,8	2,3	5,4	21,1	22,6	24,9
Passif	13744370,2	14 294 829,0	14 439 540,3	14 820 667,7	15 229 836,6	15 633 241,2	1,0	2,6	2,8	2,6	15,3	14,2	14,5	13,7
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE														
	Stock						Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	novembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	septembre 11	novembre 11	1 ^{er} T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	1 ^{er} T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011
Avoirs Extérieurs Nets	5 291 078,2	5 645 816,5	5 372 892,4	5 740 517,8	5 888 848,0	5 877 654,8	-4,8	6,8	2,6	-0,2	2,3	5,1	12,7	11,1
Banque Centrale	5 288 251,9	5 554 615,4	5 417 662,7	5 757 446,1	5 947 090,1	5 893 388,8	-2,5	6,3	3,3	-0,9	6,8	8,0	12,5	11,4
Banques	2 826,3	91 201,1	-44 770,3	-16 928,3	-58 242,1	-15 734,0	-149,1	-62,2	244,1	-73,0	-125,4	-112,8	0,9	-656,7
Crédit intérieur	8 453 292,0	8 649 012,5	9 066 647,9	9 080 149,9	9 340 988,6	9 755 586,4	4,8	0,1	2,9	4,4	24,6	20,8	15,7	15,4
Position Nette du Gouvernement	1 885 308,1	1 888 028,6	2 288 962,2	1 979 289,9	2 190 852,0	2 346 362,9	21,2	-13,5	10,7	7,1	52,8	35,1	27,8	24,5
Crédit à l'économie	6 567 983,9	6 760 983,9	6 777 685,7	7 100 860,1	7 150 136,6	7 409 223,5	0,2	4,8	0,7	3,6	17,3	17,4	12,4	12,8
Court terme	3 836 699,9	3 949 441,2	3 964 462,3	4 244 105,1	4 194 637,6	4 410 156,5	0,4	7,1	-1,2	5,1	18,4	21,8	14,2	14,9
dont crédit de campagne	124 109,0	154 769,0	192 603,0	184 845,0	92 488,0	116 611,0	24,4	-4,0	-50,0	26,1	31,8	29,4	10,1	-6,0
Moyen et long terme	2 731 284,0	2 811 542,7	2 813 223,4	2 856 755,0	2 955 499,0	2 999 067,0	0,1	1,5	3,5	1,5	15,8	11,4	9,9	9,8
Actif	13 744 370,2	14 294 829,0	14 439 540,3	14 820 667,7	15 229 836,6	15 633 241,2	1,0	2,6	2,8	2,6	15,3	14,2	14,5	13,7

Source : BCEAO

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

	Moy. 08	Moy.09	Moy.10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	
Crédits bancaires mis en place																			
- Volume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	472,4	459,5	486,9	638,8	407,3	292,7	347,1	382,3	404,4	536,7	633,1	541,6	582,0	512,3	520,8	656,3	
Court terme	285,9	317,3	350,6	348,7	379,1	453,3	312,1	214,0	246,2	263,8	304,6	374,2	420,0	370,9	395,8	354,2	377,6	452,7	
Moyen et long terme	96,4	104,7	121,8	110,7	107,8	185,5	95,3	78,6	100,9	118,4	99,7	162,5	213,1	170,7	186,1	158,1	143,1	203,6	
Secteur public	21,7	34,3	28,8	24,6	55,9	48,3	24,3	4,1	24,0	16,8	31,9	32,7	51,5	50,3	31,0	2,0	12,4	38,2	
Secteur privé	360,6	387,6	443,6	434,9	431,0	590,5	383,1	288,6	323,1	365,5	372,4	504,0	581,5	491,2	550,9	510,3	508,3	618,1	
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,09	8,59	8,39	8,37	8,24	8,33	8,60	8,58	8,55	8,12	8,44	8,31	8,56	8,61	8,82	8,70	8,54	8,51	
(Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,42	8,40	8,25	8,37	8,63	8,58	8,58	8,15	8,49	8,34	8,60	8,65	8,86	8,75	8,58	8,55	
Court terme	7,49	8,07	7,83	7,76	7,74	7,97	8,11	8,21	7,98	7,58	7,54	7,48	7,56	7,79	7,85	7,97	7,87	7,80	
Moyen et long terme	9,92	10,19	10,04	10,28	9,97	9,20	10,14	9,67	9,75	9,25	9,92	10,05	10,20	10,20	10,16	10,02	10,15	10,06	
Secteur public	7,28	7,96	7,68	8,08	7,53	6,43	8,77	9,60	7,21	5,54	5,27	5,96	7,85	7,63	7,63	7,86	7,97	7,75	
Secteur privé	8,18	8,66	8,45	8,41	8,35	8,51	8,60	8,60	8,67	8,26	8,30	8,22	8,27	8,42	8,51	8,64	8,52	8,44	
- Durée moyenne des crédits (mois)	18,42	17,28	18,10	17,20	15,80	20,60	16,40	18,20	21,00	25,20	20,90	19,40	19,80	18,00	18,90	20,10	18,70	17,20	
Nouveaux dépôts bancaires																			
- Volume (en milliards de FCFA)	286,6	259,1	363,2	344,1	309,1	416,5	426,3	324,8	235,2	225,0	313,5	424,6	528,4	440,2	424,8	364,6	373,0	439,1	
Court terme	210,0	71,8	276,2	266,1	262,0	308,4	310,6	249,8	165,1	161,1	229,0	261,1	416,6	343,8	293,6	256,7	286,9	319,9	
Autres dépôts	76,6	53,4	87,0	77,9	47,1	108,1	115,7	75,0	70,1	63,9	84,5	163,5	111,9	96,4	131,2	107,9	86,1	119,2	
Secteur public	55,7	277,5	74,8	71,7	62,2	59,9	95,0	46,7	58,8	41,9	34,4	87,9	89,5	82,0	88,8	73,8	83,7	91,0	
Secteur privé	231,0	5,1	288,4	272,4	246,9	356,6	331,3	278,1	176,4	183,1	279,1	336,7	438,9	358,3	336,0	290,9	289,3	348,1	
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	4,98	5,00	5,11	5,18	5,05	5,29	5,26	5,23	5,49	5,35	5,27	5,24	5,30	5,26	5,13	5,11	5,03	5,36	
Court terme	4,96	5,53	5,04	5,17	5,00	5,16	5,08	5,01	5,18	5,10	5,14	5,12	5,19	5,20	5,09	4,90	4,97	5,11	
Secteur public	5,03	5,02	5,13	5,19	5,08	5,36	5,35	5,11	5,56	5,39	5,08	5,00	5,32	5,15	5,01	4,83	5,05	5,11	
Secteur privé	4,95	4,97	5,09	5,17	5,05	5,27	5,20	5,16	5,50	5,34	5,32	5,30	5,30	5,10	5,15	5,02	5,00	5,43	
- Durée moyenne des dépôts (mois)	20,8	25,2	19,4	18,4	11,9	17,5	18,80	17,80	19,10	18,00	17,50	33,30	18,20	20,10	18,90	20,70	16,10	15,80	
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,1	3,6	3,3	3,2	3,2	3,0	3,3	3,4	3,1	2,8	3,2	3,1	3,3	3,4	3,7	3,6	3,5	3,2	

* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du quatrième trimestre 2011

A : Exportations

	Troisième trimestre 2011	Quatrième trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits du cacao	448,7	434,0	-3,3	-33,2
Produits du café	21,1	19,4	-8,1	7,4
Produits du coton	60,8	10,4	-82,9	0,4
Produits de l'anacarde	89,6	94,7	5,8	12,0
Or et métaux précieux	606,8	631,8	4,1	20,2
Uranium	68,7	72,4	5,5	37,1
Produits pétroliers	549,8	574,2	4,4	0,6
Caoutchouc	230,3	228,6	-0,7	114,0
Produits divers	1 013,2	1 137,9	12,3	114,8
TOTAL	3 088,9	3 203,5	3,7	25,7

Source : BCEAO, INS, Douanes

Montants en milliards de FCFA

(*) *Données estimées*

(*) Estimation pour le Togo au titre du 3ème trimestre 2011.

(*) Estimation pour l'ensemble des pays au titre du quatrième trimestre 2011

B : Importations

	Troisième trimestre 2011	Quatrième trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits alimentaires	1 040,2	1 166,6	12,2	26,8
Biens de consommation courante	150,1	158,1	5,3	14,1
Produits énergétiques	1 510,3	1 556,8	3,1	27,0
Biens intermédiaires	636,4	648,0	1,8	75,2
Biens d'équipement	740,8	780,5	5,4	35,0
Produits divers	362,1	383,9	6,0	30,1
TOTAL	4 440,0	4 693,8	5,7	33,1

Source : BCEAO, INS, Douanes



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int